

# Dossier Technique Amiante



## BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

138, Avenue Léon Jouhaux  
39100 DOLE

## Propriétaire

DDFIP - JURA  
8 Avenue Thurel  
BP 70640  
39000 LONS LE SAUNIER

## Demandeur

DDFIP - JURA  
8 Avenue Thurel  
BP 70640  
39000 LONS LE SAUNIER

**Date de création :** 31/01/2022

**Nombre de pages :** 73

**Fait à :** DIJON

**Référence du dossier :**  
2111CGEDIBCI0028363/DOLE

**Le présent rapport est établi par**  
Lionel TISSOT BEZ

dont les compétences sont certifiées par  
: **SOCOTEC Certification France**

sur la durée de validité du 29/10/2013  
au 28/10/2023

**Certificat de compétence :**  
n° DTI / 1603-009

**Contrat d'assurance :**  
AXA /  
n° 37503519275087 / échéance  
31/12/2022

*Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.*

# Enregistrement des communications

Liste des Enregistrements						
Date de communication	Moyen de communication	Nature des travaux	Locaux concernés	Entreprise destinataire de la communication	Nom du signataire	Signature

## Sommaire

<b>I.</b>	<b>DESCRIPTION DU BIEN .....</b>	<b>4</b>
<b>II.</b>	<b>RAPPORT DE REPERAGE .....</b>	<b>4</b>
1.	LISTE DES RAPPORTS CONSTITUANT LE DTA .....	4
2.	RAPPORT DE REPERAGE AMIANTE .....	4
<b>III.</b>	<b>TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT D'AMIANTE ET MESURES CONSERVATOIRES</b>	
	<b>MISES EN ŒUVRE .....</b>	<b>54</b>
1.	ENREGISTREMENT DES TRAVAUX .....	54
2.	DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DES TRAVAUX.....	55
<b>IV.</b>	<b>CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET PROCEDURES D'INTERVENTION.....</b>	<b>57</b>
<b>V.</b>	<b>FICHE RECAPITULATIVE DU DTA .....</b>	<b>59</b>

## I. DESCRIPTION DU BIEN

Adresse du bâtiment	138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE
Activité	Bureaux
Date de permis de construire	Date du permis de construire non connue
Section cadastrale	
Numéro de lot	Lot numéro Non communiqué,
Propriétaire	DDFIP - JURA 8 Avenue Thurel BP 70640 39000 LONS LE SAUNIER
Donneur d'ordre	DDFIP - JURA 8 Avenue Thurel BP 70640 39000 LONS LE SAUNIER

## II. RAPPORT DE REPERAGE

### 1. LISTE DES RAPPORTS CONSTITUANT LE DTA

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
2111CGEDIBCI0028363/DOLE	31/01/2022	SOCOTEC Diagnostic Dijon Lionel TISSOT BEZ	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

### 2. RAPPORT DE REPERAGE AMIANTE

# Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante



## BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

138, Avenue Léon Jouhaux  
39100 DOLE

## Propriétaire

DDFIP - JURA  
8 Avenue Thurel  
BP 70640  
39000 LONS LE SAUNIER

## Demandeur

DDFIP - JURA  
8 Avenue Thurel  
BP 70640  
39000 LONS LE SAUNIER

## SYNTHESE DU RAPPORT :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

**Date du rapport :** 31/01/2022

**Date de commande :** 03/11/2021

**Date de visite :** 15/11/2021

**Nombre de pages :** 73

**Fait à :** DIJON

**Référence du dossier :**  
2111CGEDIBCI0028363/DOLE

**Nombre de prélèvements :** 7

**Le présent rapport est établi par**  
Lionel TISSOT BEZ

dont les compétences sont certifiées par  
**: SOCOTEC Certification France**  
sur la durée de validité du 29/10/2013  
au 28/10/2023

**Certificat de compétence :**  
n° DTI / 1603-009

**Contrat d'assurance :**  
AXA /  
n° 37503519275087 / échéance  
31/12/2022

*Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.*

# Sommaire

<b>I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE .....</b>	<b>8</b>
1. PROGRAMME DU REPERAGE .....	8
2. PERIMETRE DU REPERAGE .....	8
<b>II. CONCLUSIONS .....</b>	<b>8</b>
<b>III. OBJET DE LA MISSION .....</b>	<b>9</b>
1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE .....	10
2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES .....	10
<b>IV. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>12</b>
1. PRESTATIONS REALISEES .....	12
2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE .....	12
3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE .....	12
4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION .....	13
5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION .....	13
<b>V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE .....</b>	<b>14</b>
1. COMPOSANTS DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE .....	14
2. COMPOSANTS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE .....	14
3. COMPOSANTS DE LA LISTE A NE CONTENANT PAS D'AMIANTE .....	15
4. COMPOSANTS DE LA LISTE B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE .....	15
5. COMPOSANTS DE LA LISTE A POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES .....	15
6. COMPOSANTS DE LA LISTE B POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES .....	15
<b>VI. AUTRES COMPOSANTS REPERES HORS LISTES A ET B .....</b>	<b>16</b>
1. AUTRES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR .....	16
2. AUTRES COMPOSANTS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR .....	16
<b>VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT .....</b>	<b>16</b>
<b>ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION .....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS .....</b>	<b>19</b>
<b>ANNEXE 3 - PV ANALYSES .....</b>	<b>22</b>
<b>ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS .....</b>	<b>25</b>

<b>ANNEXE 5 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE – CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>41</b>
<b>ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES .....</b>	<b>50</b>
<b>ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE .....</b>	<b>52</b>

# I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE

## 1. PROGRAMME DU REPERAGE

Matériaux et produits des listes A et B.

## 2. PERIMETRE DU REPERAGE

Batiment

# II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

**Matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante :**

Niveau	Local	Matériau ou produit	Etat de conservation et obligations réglementaires
Néant			

**Matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante :**

Niveau	Local	Matériau ou produit	Etat de conservation et préconisations
Rez de chaussée 1 <sup>er</sup> étage	<b>RDC :</b> WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie;  <b>1<sup>er</sup> étage –</b> WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1	Conduit en fibres- ciment	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
	<b>RDC :</b> Mitoyen Bureau accueil maire;  <b>1<sup>er</sup> étage - Bureau SIP 2</b>	Plaques lisse d'allège	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
	<b>RDC :</b> Salle informatique; Dégagement (vers local coffre);  <b>1<sup>er</sup> étage - Attente; 1<sup>er</sup> étage -</b> Adjoint; Dégagement	Dalle de sol + colle	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
1 <sup>er</sup> étage	<b>1<sup>er</sup> étage –</b>  BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1 <sup>er</sup> étage - Dole EHSM Equipe 2; Dole EHSM Equipe 3;Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1;COMPTABLE DOLE EHSM	Dalle de sol + colle non visible	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
Rez de chaussée	<b>RDC :</b> Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun ; Dégt 1;	Dalle de sol + colle non visible	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
	Archives	Enduit à base de plâtre	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
	Adjoint (+étendue inconnue)	Enduit à base de plâtre	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation

D'autres composants contenant de l'amiante, présents dans l'immeuble mais ne faisant pas partie des listes réglementaires (A ou B), peuvent avoir été portés à la connaissance de l'opérateur au cours de sa mission : ils sont mentionnés au chapitre 6 « Autres composants repérés ».



Dans le cas où certaines parties d'immeuble concernées par la mission n'ont pas été rendues accessibles lors de la visite de l'opérateur, des investigations complémentaires ou la mise à disposition de moyens d'accès devront être mis en place par le donneur d'ordre (le détail figure au § IV.3).

### III. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet le repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans un immeuble bâti préalable à l'élaboration du DTA. Elle comporte :

- La recherche de la présence des matériaux et produits des listes A et B accessibles sans travaux destructifs ;
- L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de leur risque de dégradation lié à leur environnement.

Le présent rapport est destiné à **constituer le Dossier Technique Amiante de l'immeuble**.

*L'intervention de SOCOTEC a pour référentiel les articles R 1334-20 et R 1334-21 du Code de la Santé Publique et les textes qui leur sont liés (en particulier arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013 relatif aux composants des listes A et B). Elle est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants des listes A et B définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique, accessibles sans travaux destructifs.*

Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant de la liste A à vérifier ou à sonder
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

Composant		Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
2. Planchers et plafonds	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
	Planchers.	Dalles de sol.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)	Conduits, enveloppes de calorifuges.
	Clapets/volets coupe-feu	Clapets, volets, rebouchage.
	Portes coupe-feu	Joints (tresses, bandes).
	Vide-ordures	Conduits.
4. Eléments extérieurs	Toitures.	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
	Bardages et façades légères.	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
	Conduits en toiture et façade.	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.

## 1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Bureaux

Date de construction / PC : Date du permis de construire non connue

Autres

Batiment

## 2. PARTIES D'IMMEUBLE VISITEES

Localisation	Description
Rez de chaussée - SAS	
Rez de chaussée - Accueil Public	
Rez de chaussée - WC	
Rez de chaussée - Local entretien	
Rez de chaussée - WC PMR	
Rez de chaussée - Espace Réunion Restauration	
Rez de chaussée - Bureau commun	
Rez de chaussée - Salle informatique	
Rez de chaussée - Libre service internet	
Rez de chaussée - Local Garage	
Rez de chaussée - Dégagement	
Rez de chaussée - Box 1	
Rez de chaussée - Box 2	
Rez de chaussée - Box 3	
Rez de chaussée - Local coffre	
Rez de chaussée - Local chaufferie	
Rez de chaussée - Dégt 1	
Rez de chaussée - Adjoint SIP	
Rez de chaussée - Caisse	
Rez de chaussée - Compta	
Rez de chaussée - Gestion publique	
Rez de chaussée - Chef de poste	
Rez de chaussée - Adjoint	
Rez de chaussée - WC PMR Mixte	
Rez de chaussée - Bureau accueil maire	
Rez de chaussée - Degt 3	
1er étage - Attente	
1er étage - WC	
1er étage - WC PMR	
1er étage - BUREAU 1 SIE	
1er étage - BUREAU 1 a 2	
1er étage - Bureau collectif	
1er étage - Archives	
1er étage - Bureau SIP	
1er étage - Bureau SIP 2	
1er étage - Bureau SIP 3	
1er étage - Bureau	
1er étage - Adjoint SIP	
1er étage - Local Syndical	
1er étage - SIP	
1er étage - Dole EHSM Equipe 1	
1er étage - Dole EHSM Equipe 2	
1er étage - Dole EHSM Equipe 3	
1er étage - Dole EHSM Equipe 4	
1er étage - Adjoint	
1er étage - Adjoint 1	

Localisation	Description
1er étage - COMPTABLE DOLE EHSM	
1er étage - Dégagement	

## IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

### 1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Visite de l'immeuble pour inspection visuelle des composants susceptibles de contenir de l'amiante concernés. Cette étape est suivie d'investigations approfondies et de sondages selon nécessité.
- ☒ Prélèvement d'échantillons de matière et analyse des échantillons par un laboratoire accrédité sous-traitant de SOCOTEC  
**Laboratoire(s) d'analyse** : ITGA St Grégoire Bât K
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur(s) :

> Sans accompagnateur

### 3. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible			X
Combles ou toiture accessibles et visitables			X

### Parties non visitées

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	

### Autres informations sur le déroulement de la mission

L'ensemble des prélèvements a été réalisé dans le respect du plan et des procédures d'intervention.

**Occupation des locaux : Occupé et en activité**

#### 4. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport DTA APAVE N°N10 U3 / 03.1860 du 26/11/2003
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux VERITAS N°487/2223398-1-1 du 14/09/2010
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux SOCOTEC N°32190/18/1877 du 05/11/2018
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Fiche récapitulative du 10/02/2009 (MAJ 07/14-05/19-08/21-09/21)
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°1
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°2
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°3
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°4
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°1 et 2
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°3
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°4
Les rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Flocage/Calorifugeage APAVE N°9715245/AH du 30/06/1997
Les rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Faux Plafond APAVE N°9859434/AH du 30/09/1998
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux APAVE N°N10-03 du 14/04/2003

Observations :

Néant

#### 5. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeuble concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Intitulé du plan
RDC	RDC
R+1	R+1

## V. RESULTATS DETAILLES DU REPERAGE

Les tableaux suivants décrivent les résultats du repérage des composants des listes A et B classés par localisation.

Succcessivement sont présentés :

Les composants contenant de l'amiante (§ 5.1 et 5.2),

Les composants des listes A et B repérés sans amiante (§5.3 et 5.4)

Les composants des listes A et B pour lesquels l'analyse en laboratoire nécessaire pour identifier l'amiante n'a pas encore été effectuée (§ 5.5 et 5.6)

Quelle que soit la situation et sans préjudice des autres dispositions réglementaires applicables, le propriétaire est tenu d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

En colonnes 3 et 4 des tableaux, figurent les numéros d'identification du composant et/ou du prélèvement : ceux-ci sont repris sur le(s) PV d'analyse, sur le(s) plan(s) et sur les fiches d'identification.

### 1. COMPOSANTS DE LA LISTE A CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)	Etat de conservation et obligations réglementaires
Néant	-				

### 2. COMPOSANTS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)	Etat de conservation et préconisations
Rez de chaussée - WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie; 1er étage - WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1	Conduit en fibres-ciment	ZPSO-003-Conduit Fibrociment amiant e		Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er étage - Bureau SIP 2	Plaques lisse d'allège	ZPSO-004-Plaques lisse		Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
Rez de chaussée - Salle informatique; Dégagement (vers local coffre); 1er étage - Attente; 1er étage - Adjoint; Dégagement	Dalle de sol + colle	ZPSO-005-Dalles sol apparente		Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
1er étage - BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1er étage - Dole EHSM Equipe 2; 1er étage - Dole EHSM Equipe 3;Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1;COMPTABLE DOLE EHSM	Dalle de sol + colle non visible	ZPSO-006-Dalles sol encapsulées		Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
Rez de chaussée - Dégât 1; Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun	Dalle de sol + colle non visible	ZPSO-006-Dalles sol encapsulées		Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)	Etat de conservation et préconisations
Rez de chaussée - Archives	Enduit à base de plâtre	ZPSO-A01-End Mur	P001	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
Rez de chaussée - Adjoint (+étendue inconnue)	Enduit à base de plâtre	ZPSO-A01-End Mur	P006	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation

### 3. COMPOSANTS DE LA LISTE A NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Néant	-			

### 4. COMPOSANTS DE LA LISTE B NE CONTENANT PAS D'AMIANTE

Localisation	Composant	N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Rez de chaussée - WC; 1er étage - WC	Conduit en fibres-ciment Conduit en PVC	ZPSO-007-Conduits PVC		Matériau ou produit qui par nature ne contient pas d'amiante

### 5. COMPOSANTS DE LA LISTE A POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

Localisation	Composant	N° Matériau	Conclusion (justification)
Néant	-		

### 6. COMPOSANTS DE LA LISTE B POUR LESQUELS DES SONDAGES ET/OU PRELEVEMENTS DOIVENT ETRE EFFECTUES

Localisation	Composant	N° Matériau	Conclusion (justification)
Néant	-		

## VI. AUTRES COMPOSANTS REPERES HORS LISTES A ET B

### 1. AUTRES COMPOSANTS CONTENANT DE L'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Localisation	Composant		N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Néant	-				

### 2. AUTRES COMPOSANTS NE CONTENANT PAS D'AMIANTE PORTES A LA CONNAISSANCE DE L'OPERATEUR

Localisation	Composant		N° Matériau	N° Prélèvement	Conclusion (justification)
Rez de chaussée - Dégt 1 (mur sur escalier)	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre	ZPSO-001-End Mur	P002	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
1er étage - Bureau collectif	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre	ZPSO-001-End Mur	P003	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
1er étage - Bureau SIP	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre	ZPSO-001-End Mur	P004	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
1er étage - Adjoint	Enduit à base de plâtre lissé ou taloché	Enduit à base de plâtre	ZPSO-001-End Mur	P005	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)
Façades exterieure	Couvre-joints	Couvre-joints	ZPSO-002	P007	Absence d'amiante (Après analyse en laboratoire)

## VII. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont en note 3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :

- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.



## ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-004-Plaques lisse

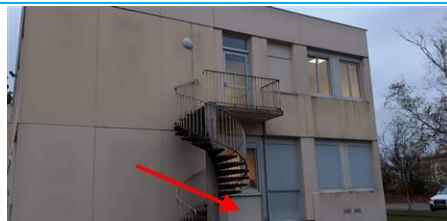
Prélèvement :

Description : Plaques lisse d'allège

Localisation : Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire;  
1er étage - Bureau SIP 2

Résultat : Présence d'amiante

Quantité :



Matériaux : ZPSO-004-Plaques lisse

Prélèvement :

Description : Plaques lisse d'allège

Localisation : Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er  
étage - Bureau SIP 2

Résultat : Présence d'amiante

Quantité :

## ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS



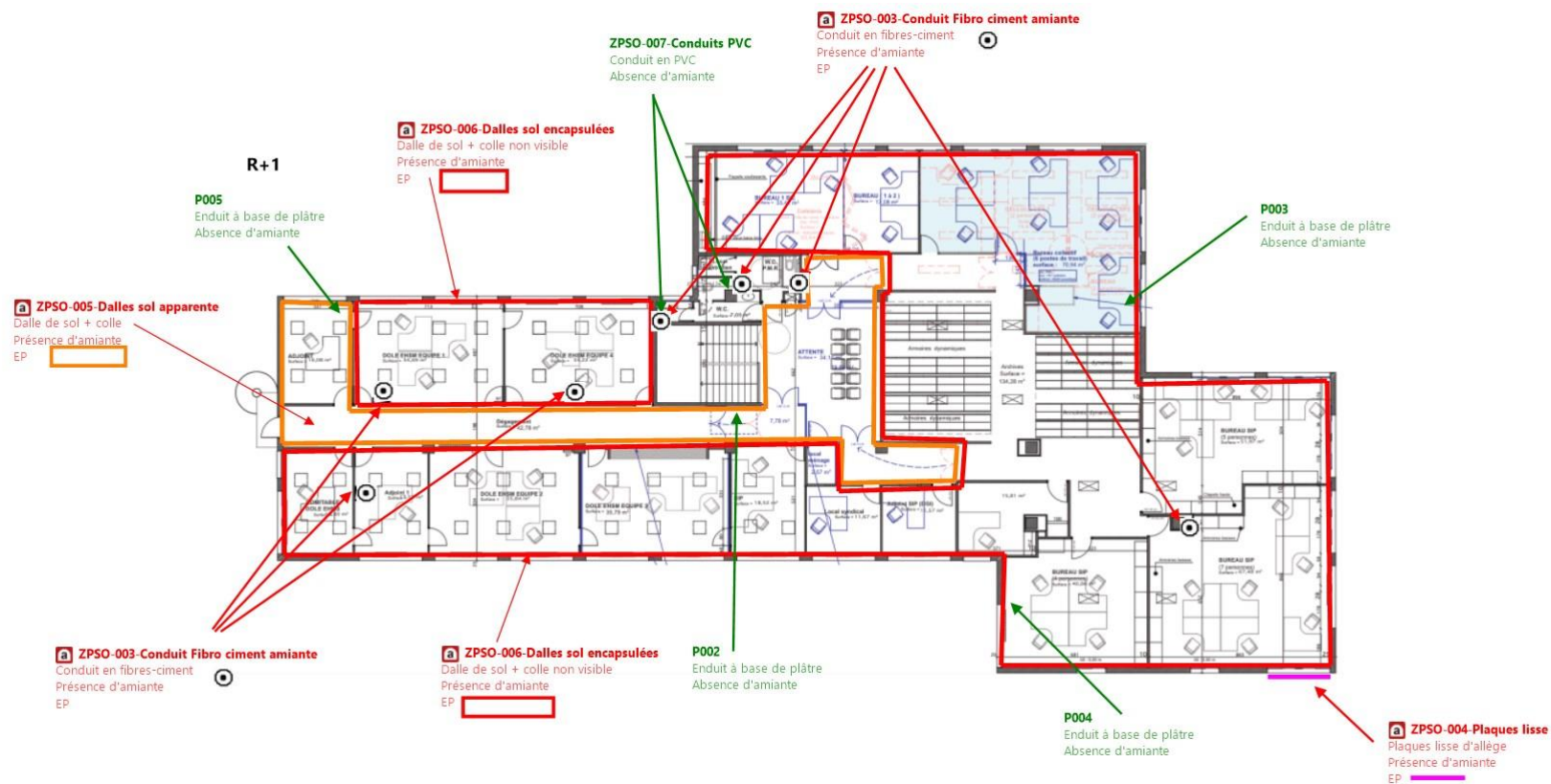


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SOCOTEC DIAGNOSTIC, auteur : Lionel TISSOT BEZ  
Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE du 15/11/2021  
Adresse du bien : 138, Avenue Léon Jouhaux (Non communiqué) 39100 DOLE

## ANNEXE 3 - PV ANALYSES



Parc d'affaires Espace Performances Bât. K  
35760 SAINT-GREGOIRE  
Tel : 02.99.35.41.41  
www.itga.fr



Accréditation n° 1-5970



Portée disponible  
sur www.cofrac.fr

L'accréditation du COFRAC atteste de la compétence des laboratoires pour les seuls essais couverts par l'accréditation qui sont identifiés par le symbole :

### RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1421-35735 EN DATE DU 23/11/2021 RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)

*Ce rapport ne concerne que les échantillons soumis à l'analyse tels qu'ils ont été reçus au laboratoire.  
Le laboratoire n'est pas responsable des données fournies par le client qui sont simplement retranscrites et identifiées comme telles.*

Client : SOCOTEC DIAGNOSTIC DIJON (CGEDI) Parc Technologique de Dijon 1 rue Louis de Broglie 21000 DIJON	Réf. Commande ITGA : IT1421-35735 Réf. Commande Client : DDPIP_Dole_S362
---	---

Prélevement(s) : Reçu au laboratoire le : 22/11/2021

Préparation(s) : Effectuée de façon à être représentative de l'échantillon conformément à l'arrêté du 1er octobre 2019 :  
ou - Pour une analyse au Microscopie Optique à Lumière Polarisée (MOLP) : Prélèvement et montage adapté sur lame de microscopie  
- Pour une analyse au Microscopie Electronique à Transmission Analytique (META) en fonction de la nature de la prise d'essai :  
(A) - Traitement mécanique en milieu aqueux  
(B) - Traitement chimique et mécanique au chloroforme  
Technique(s) : Microscopie Optique à Lumière Polarisée (guide HSG 248 - Appendice 2) : Morphologie et critères optiques  
Analytique(s) : La détection de fibres d'amiante optiquement observables est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.  
ou - Microscopie Electronique à Transmission Analytique (parties pertinentes de la norme NF X 43-050) : Morphologie, ED X et  
diffraction électronique  
La détection de fibres d'amiante est garantie si la teneur est supérieure ou égale à 0,1 % en masse.

Résultat(s) :

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
Réf dossier client : 2111CGEDIBCI0028363/DOLE - 138, Avenue Leon Jouhaux 39100 DOLE Réf échantillon client : P001 - Enduit à base de plâtre - Rez de chaussée - Archives		Réf échantillon ITGA : IT142111-24873 Description ITGA : <b>Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac / Matériau gris en vrac</b>	
Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable + Matériau gris en vrac non séparable	META (A) le 23/11/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante / Chrysotile	Analyste : CLB (2)
Réf dossier client : 2111CGEDIBCI0028363/DOLE - 138, Avenue Leon Jouhaux 39100 DOLE Réf échantillon client : P002 - Enduit à base de plâtre - Rez de chaussée - Degré 1 (mur sur escalier)		Réf échantillon ITGA : IT142111-24874 Description ITGA : <b>Papier peint / Peinture / Enduit plâtreux blanc en vrac</b>	
Papier peint non séparable + Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac	META (A) le 23/11/2021 Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : CLB (2)

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du  
laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164-01 rev 15

Page 1/3



# **RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1421-35735 EN DATE DU 23/11/2021**

## **RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)**

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Elements analytiques
<b>Réf dossier client :</b> 2111CGEDIBC0028363/DOLE - 138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE <b>Réf échantillon client :</b> P003 - Enduit a base de platre - 1er etage - Bureau collectif		<b>Réf échantillon ITGA :</b> IT142111-24875 <b>Description ITGA :</b> <b>Peinture / Enduit plâtreux beige / Matériau gris en faible quantité en vrac</b>	
<b>Peinture non séparable + Enduit plâtreux beige non séparable + Matériau gris en faible quantité en vrac non séparable</b>	<b>META (A) le 23/11/2021</b> Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : HHO (2)
<b>Réf dossier client :</b> 2111CGEDIBC0028363/DOLE - 138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE <b>Réf échantillon client :</b> P004 - Enduit a base de platre - 1er etage - Bureau SIP		<b>Réf échantillon ITGA :</b> IT142111-24876 <b>Description ITGA :</b> <b>Peintures multiples / Papier / Enduit plâtreux blanc en vrac / Matériau gris en vrac</b>	
<b>Peintures multiples non séparable + Papier non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable + Matériau gris en vrac non séparable</b>	<b>META (A) le 23/11/2021</b> Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : LEN (2)
<b>Réf dossier client :</b> 2111CGEDIBC0028363/DOLE - 138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE <b>Réf échantillon client :</b> P005 - Enduit a base de platre - 1er etage - Adjoint		<b>Réf échantillon ITGA :</b> IT142111-24877 <b>Description ITGA :</b> <b>Peinture en vrac / Papier / Enduit plâtreux blanc en vrac / Matériau gris en vrac</b>	
<b>Peinture en vrac non séparable + Papier non séparable + Enduit plâtreux blanc en vrac non séparable + Matériau gris en vrac non séparable</b>	<b>META (A) le 23/11/2021</b> Nombre de préparations : 2 Nombre de supports d'analyse : 4	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : CLD (2)
<b>Réf dossier client :</b> 2111CGEDIBC0028363/DOLE - 138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE <b>Réf échantillon client :</b> P006 - Enduit a base de platre - Rez de chaussée - Adjoint		<b>Réf échantillon ITGA :</b> IT142111-24878 <b>Description ITGA :</b> <b>Peinture / Enduit plâtreux blanc / Matériau gris</b>	
<b>Peinture non séparable + Enduit plâtreux blanc non séparable + Matériau gris non séparable</b>	<b>META (A) le 23/11/2021</b> Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Présence de fibres d'amiante / Chrysotile	Analyste : CLB (3)
<b>Réf dossier client :</b> 2111CGEDIBC0028363/DOLE - 138, Avenue Léon Jouhaux 39100 DOLE <b>Réf échantillon client :</b> P007 - Couvre-joints - Facade extérieure		<b>Réf échantillon ITGA :</b> IT142111-24879 <b>Description ITGA :</b> <b>Peinture en vrac / Toile fibreuse blanche / Matériau beige</b>	
<b>Peinture en vrac non séparable + Toile fibreuse blanche non séparable + Matériau beige non séparable</b>	<b>META (A) le 23/11/2021</b> Nombre de préparations : 1 Nombre de supports d'analyse : 2	Amiante non détecté (1) / -	Analyste : CLB (2)

(1) Aucune fibre d'amiante n'a été détectée, l'échantillon objet de l'essai peut éventuellement renfermer une teneur en fibre d'amiante inférieure à la limite de détection.

(2) Pour les couches réceptionnées en vrac et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie uniquement sur la prise d'essai et non par couche.

(3) Pour les couches non-séparables et identifiées comme telles, la limite de détection est garantie sur la prise d'essai. La limite de détection est garantie sur chaque couche si la prise d'essai contient au plus 2 couches en quantité suffisante pour analyse.

Les couches formalisées en gras dans la description ITGA ont été identifiées par le laboratoire alors qu'elles n'avaient pas été distinguées par le client.

Si les couches étaient susceptibles de contenir de l'amiante par nature elles ont fait l'objet d'une analyse.

Dans le cas d'une demande d'analyse de couche(s) spécifique(s), seules les couches non distinguables à l'œil nu par le client, ont été analysées.

La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale : ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

**RAPPORT SYNTHÉTIQUE D'ANALYSE NUMÉRO IT1421-35735 EN DATE DU 23/11/2021**

**RECHERCHE ET IDENTIFICATION D'AMIANTE SUR PRELEVEMENT(S) DE MATERIAU(X)**

Fraction analysée	Technique analytique (Méthode de préparation et date d'analyse)	Résultat / Variété d'amiante	Eléments analytiques
-------------------	---	------------------------------	----------------------

Validé par : Delphine HAREL Analyste



La reproduction de ce rapport n'est autorisée que sous sa forme intégrale ; ce rapport ne doit pas être reproduit partiellement sans l'approbation du laboratoire.

Sauf demande particulière et écrite du client, les échantillons sont conservés pendant 6 mois et les rapports pendant 10 ans.

DTA 164-01 rev 1.5

Page 3/3



## ANNEXE 4 - AUTRES DOCUMENTS

## DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE

### FICHE RÉCAPITULATIVE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES DU JURA  
8 AVENUE THUREL  
39000 LONS-LE-SAUNIER  
Téléphone 03 84 35 15 00

**CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES**  
**136, AVENUE LÉON JOUHAUX**  
**39107 DOLE CEDEX**

Rédigé le : 10 février 2009.

Mises à jour : 07 juillet 2014, 29 mai 2019, 09 août 2021.

Fiche récapitulative établie par :

- M. DESMARQUOY Emmanuel, Direction des Services Fiscaux du Jura

Mise à jour par:

- 07/07/2014 : par M THARIN François, Inspecteur à la Direction Départementale des Finances Publiques du JURA
- 29/05/2019 : par M THARIN François, Inspecteur à la Direction Départementale des Finances Publiques du JURA
- 09/08/2021 : par M THARIN François, Inspecteur à la Direction Départementale des Finances Publiques du JURA
- 14/09/2021 : par M THARIN François, Inspecteur à la Direction Départementale des Finances Publiques du JURA

### **Récapitulation des recherches en matière de flocages calorifugeages et faux plafonds :**

(Liste des locaux ayant donné lieu au repérage et à l'évaluation de l'état de conservation des matériaux susvisés)

Date	Expert	Matériaux décelés, localisation	Etat de conservation, préconisations
30/06/1997	P. BERTIN APAVE	Pas de flocages ou calorifugeages contenant de l'amiante.	
20/10/1998	G. LECOMTE APAVE	Pas d'amiante décelée dans les faux plafonds.	
14/04/2003 avant travaux	G. LECOMTE APAVE	RDC ensemble: Présence d'amiante dans l'ancien revêtement de sol Dalami et colle, sous le nouveau revêtement de sol.	
"	"	ETAGE 1 ensemble: Présence de fibre d'amiante dans revêtement de sol Dalami et colle.	
03/09/2010 avant travaux	Roger ALVES VERITAS DIJON	RDC ancien logement: sdb, cuisine. Colle faïence.	
"	"	RDC ancien logement: couloir, wc, cuisine, couloir accès personnel. Colle plinthes.	
"	"	RDC réfectoire. Colle plinthes.	
"	"	RDC ancien logement: sdb, wc. Conduits de ventilation.	
"	"	RDC ancien logement: chambre. Allège fenêtre.	
"	"	RDC ancien logement: cuisine. Gaine de ventilation.	
"	"	RDC ancien logement: loge gardien. Gaine de ventilation.	
"	"	RDC sanitaires. Gaine de ventilation.	
"	"	RDC réfectoire. Allège fenêtre.	
"	"	ETAGE1 sanitaires. Gainex de ventilation x2.	
"	"	ETAGE 1 open space bureaux. Allège fenêtre.	
"	"	RDC et ETAGE 1: bureaux et circulations. Dalles de sols.	Selon rapports APAVE 30/10/1998 et 14/06/2004.  Couverture partielle par lino.
"	"	RDC et ETAGE 1: garage, chaufferie, douches, wc, salle coffe, local imp. Conduits de	Selon rapports APAVE 30/10/1998 et 14/06/2004.

		ventilation.	
05/11/2018 et 13/12/2018 avant travaux	Jérémy CHAINARD SOCOTEC	RDC hall d'accueil: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC hall d'accueil: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC circulation: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC circulation: dalles de sol plastique.	
"	"	RDC circulation: peinture ou enduit - enduit murs.	
"	"	RDC Bureau courrier commun: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC Bureau courrier commun: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC Bureau courrier commun: colle sous faïence point d'eau.	
"	"	RDC Bureau courrier commun: conduit de fluide (air) - gaine de ventilation.	
		RDC Local imprimés: conduit de descente EU amiante-ciment.	
"	"	RDC Boxes A, B, C, D: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC Boxes A, B, C, D: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC Salle d'attente/réunion: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	RDC Salle d'attente/réunion: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Salle d'attente: colle sous dalles de sol plastique	

		(Dalami).	
"	"	R+1 Salle d'attente: dalles de sol plastique (Dalami).	
"	"	R+1 Salle d'attente: enduit de bande + bande de joints de cloisons.	
"	"	R+1 Circulation: colle sous dalles de sol plastique (Dalami).	
"	"	R+1 Circulation: dalles de sol plastique (Dalami).	
"	"	R+1 Circulation: enduit de bande + bande de joints de cloisons.	
"	"	R+1 Cafétéria/salle de réunion: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Cafétéria/salle de réunion: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Cafétéria/salle de réunion: enduit de bande + bande de joints de cloisons.	
"	"	R+1 Bureaux: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Bureaux: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Bureaux Accueil SIE: joint de cloison + enduit.	
"	"	R+1 Bureaux: enduit de bande + bande de joints de cloisons.	
"	"	R+1 Archives: colle sous dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Archives: dalles de sol plastique (Dalami) sous revêtement de sol souple actuel.	
"	"	R+1 Archives: enduit de bande + bande de joints de cloisons.	
19/01/2021	EUROFINS pour SNDRA	RDC Mur hall séparation avec local courrier: enduit pelliculaire.	

**Mesures d'empoussièrement et suivi :**

(S'il y a eu lieu)

Date	Laboratoire	Objet de la mesure	Observations :
Novembre 2020 à mai 2021	EUROFINS pour SNDRA	Analyses réglementaires de l'air, avant, pendant et après les travaux :	Pour le compte de SNDRA dans le cadre des mesures obligatoires. 0 fibre d'amiante/litre => aucune fibre détectée.
16/12/2020	SOCOTEC pour DDFiP39 Laboratoire ITGA	Analyses de l'air après dépose du confinement par SNDRA. Retrait enduit ciment pelliculaire sur murs + faïence et colle. Encoffrage d'un conduit en fibrociment. Additif 1 : retrait 10 m² dalles de sol et colle.	3 pompes posées : couloir vers archives, bureau courrier, local imprimés. 0 fibre d'amiante/litre => aucune fibre détectée.
19/02/2021	SOCOTEC pour DDFiP39 Laboratoire ITGA	Analyses de l'air après dépose du confinement par SNDRA. Additif 2 : enduit ciment pelliculaire sur mur.	2 pompes posées : à chaque extrémité du mur du hall assurant la séparation avec le local courrier, côté hall. 0 fibre d'amiante/litre => aucune fibre détectée.
26/03/2021	SOCOTEC pour DDFiP39 Laboratoire ITGA	Analyses de l'air après dépose du confinement par SNDRA. Additif 3 : conduit fibrociment (dépose coude remplacé par un coude en PVC).	2 pompes posées dans le local courrier. 0 fibre d'amiante/litre => aucune fibre détectée.
14/09/2021	SOCOTEC pour DDFiP39 Laboratoire ITGA	Analyses de l'air 2e restitution (après rénovation et avant restitution à l'usage normal)	4 pompes posées : couloir vers archives, local courrier, local archives et hall. 0 fibre d'amiante/litre => aucune fibre détectée.

**Opération de repérage en application du décret du 13 septembre 2001 :**

Date	Expert	Matériaux décelés, localisation	Etat de conservation, préconisations
26/11/2003 en vue du DTA (*)	M. MALIN APAVE	Dalles de sol + colle au RDC et 1er étage.	Bon état général. (*) rédigé le 14/06/2004
"	"	Gaines et conduits en amiante ciment, au RDC, 1er étage et sorties en toiture.	Bon état.
"	"	Gaines et conduits en amiante ciment dans vide sanitaire.	Bon état.
"	"	<u>Matériaux et produits</u> <u>susceptibles de contenir de</u> <u>l'amiante</u> : complexe d'étanchéité de la toiture terrasse.	

**Travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits contenant de l'amiante :**

Date	Expert	Matériaux retirés ou confinés	Cadre de l'opération, observations
2011		Recouvrement.	TRÉSORERIE au RDC
2011		Recouvrement.	SIP pour partie au 1 <sup>ER</sup> ÉTAGE
2020-2021	SNDRA BESANÇON	De décembre 2020 à mai 2021 Couloir vers archives : retrait enduit pelliculaire murs. Local courrier : retrait faïence et colle. Local courrier : encoffrage conduit fibrociment. Couloir vers archives :Dépose dalles de sol et colle. Mur hall séparation avec local courrier : retrait enduit pelliculaire mur. Local courrier : retrait coude sur conduit en fibrociment, remplacé par un coude en PVC.	Travaux de réaménagement du site (transfert du SIE à Lons-le-Saunier, arrivée de la trésorerie hospitalière, réorganisation de la zone d'accueil).

**Communication prescrite par l'article R. 1334-28 du code de la santé publique :**  
(Modalités de consultation)

Personnes intéressées :	Documents visés :	Prescriptions :	Observations :
Occupants de l'immeuble bâti, chefs d'établissement, représentants du personnel, IHS, médecin de prévention, CRAM, OPBTP, inspecteur du travail ...	Le dossier technique amiante :  Fiche récapitulative (occupants de l'immeuble ou leur représentant, et aux chefs d'établissement si l'immeuble comporte des locaux de travail).	Tenu à disposition.  Communication dans un délai d'un mois après constitution ou mises à jour.	
Entretien et maintenance	Dossier technique amiante, avec attestation écrite de cette communication :	Avant la commande de travaux. (Ou en cours si cela n'a été fait).	
Travaux immobiliers	Dossier technique Amiante à l'entreprise, au coordonnateur SPS s'il y a lieu, avec attestation écrite de cette communication.	Lors de la consultation préalable à l'offre.	

Liste de locaux ayant donné lieu au repérage des matériaux et produits : se reporter au rapport établi par l'expert.

Consignes générales de sécurité : Ci-après Annexe 2 + rapport établi par l'expert.



Communication du DTA à toute personne physique ou morale, appelée à effectuer des travaux dans l'immeuble, et conservation d'une trace écrite de cette communication.

Entreprises extérieures :	Documents présentés :	Date et signature de son représentant :	Observations :
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		
	Le dossier technique amiante :		

Extrait de l'arrêté du 22 août 2002.

Arrêté du 22 août 2002 relatif aux consignes générales de sécurité du dossier technique « amiante, au contenu de la fiche récapitulative et aux modalités d'établissement du repérage, pris pour l'application de l'article 10-3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié.

ANNEXE II

**CONSIGNES GÉNÉRALES DE SÉCURITÉ  
DEVANT ÊTRE INTEGREGES AU DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de précaution adaptées et proportionnées pour limiter le risque d'exposition des occupants et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures doivent être inscrites sous forme de consignes de sécurité dans le dossier technique « amiante » et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application de l'article 10-2 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié. Ces consignes doivent également être portées à connaissance de toute personne susceptible d'intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits repérés.

Les consignes générales de sécurité définies ci-après constituent une base minimale. Le propriétaire (ou le gestionnaire) de l'immeuble concerné doit l'adapter pour tenir compte des particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation.

Lorsque des travaux sont programmés, les consignes générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

Les consignes générales de sécurité données ci-après correspondent à des matériaux et produits en bon état de conservation. Il convient donc de veiller au bon état des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de prendre en compte, le cas échéant, les situations d'usure anormale ou de dégradation. Ces situations peuvent faire l'objet d'une expertise par un opérateur qualifié, selon les critères fournis en annexe I du présent arrêté.

1. Informations générales

Respirer des fibres d'amiante est dangereux pour la santé. L'inhalation de ces fibres est une cause de pathologies graves (dont les cancers du poumon et de la plèvre).

Les matériaux contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure anormale ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Il est recommandé aux particuliers d'éviter toute intervention directe sur des matériaux friables contenant de l'amiante (flocages, calorifugeages, cartons d'amiante, éléments en amiante tissé ou tressé, mousse isolante de calfeutrement...) et d'avoir recours, dans de telles situations, à des professionnels (cf. point 2 ci-dessous).

## 2. Information des professionnels

Professionnels : attention, les consignes générales de sécurité mentionnées ci-après sont avant tout destinées aux particuliers. Les mesures renforcées vous concernant sont fixées par la réglementation relative à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés peuvent vous être fournis par les directions régionales du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DRTEFP), les services de prévention des caisses régionales d'assurance maladie (CRAM) et l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP).

## 3. Consignes générales de sécurité

### A. – Consignes générale de sécurité visant à réduire l'exposition aux poussières d'amiante

Lors d'interventions sur (ou à proximité) des matériaux contenant de l'amiante, il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières pour vous et votre voisinage.

L'émission de poussières doit être limitée, par exemple en cas de :

- manipulation et manutention de matériaux non friables contenant de l'amiante (comme le remplacement de joints ou encore la manutention d'éléments en amiante-ciment) ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau friable en bon état (flocage ou calorifugeage), comme par exemple le déplacement de quelques éléments de faux plafonds sans amiante sous une dalle floquée, d'interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante ;
- travaux directs sur un matériau compact (amiante-ciment, enduits, joints, dalles...), comme le perçage ou encore la découpe d'éléments en amiante-ciment ;
- déplacement local d'éléments d'un faux plafond rigide contenant du carton d'amiante avec des parements.

L'émission de poussières peut être limitée :

- par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante (en tenant compte du risque électrique), afin d'abaisser le taux d'émission de poussière ;
- en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipement de protection est recommandé.

Des demi-masques filtrants (type FFP3 conformes à la norme européenne EN 149) permettent de réduire l'inhalation de fibres d'amiante. Ces masques doivent être jetés après utilisation.

Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées à la fin de chaque utilisation.

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

## B. – Consignes générales de sécurité relatives à la gestion des déchets contenant de l'amiante

### Stockage des déchets sur le site

Seuls les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment ou les dalles de sol, par exemple) peuvent être stockés temporairement sur le chantier. Le site de stockage doit être aménagé de manière à éviter l'envol et la migration de fibres. Son accès doit être interdit aux personnes autres que le personnel de l'entreprise de travaux.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) doivent être placés en sacs étanches puis transférés dès leur sortie de la zone de confinement vers les sites adéquats.

### Elimination des déchets

Les matériaux où l'amiante est fortement lié (tels que l'amiante-ciment, les dalles de sol, clapets et volets coupe-feu) doivent être éliminés, soit en installations de stockage pour déchets ménagers et assimilés soit en décharges pour déchets inertes pourvues, dans les deux cas, d'alvéoles spécifiques pour les déchets contenant de l'amiante lié. Ces déchets sont conditionnés en sacs étanches, type grands récipients pour vrac (GRV) ou sur palettes filmées.

Les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante (comme les flocages, calorifugeages et cartons d'amiante) et les matériaux dégradés doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. Ces déchets sont conditionnés en doubles sacs étanches scellés.

Dans les deux cas, le propriétaire ou son mandataire remplit le cadre qui lui est destiné sur le bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA n° 11861\*01). Il reçoit l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

### Elimination des déchets connexes

Les déchets autres que les déchets de matériaux, tels que les équipements de protection, les déchets de matériels (filtres, par exemple) et les déchets issus du nettoyage sont éliminés suivant la même procédure que celle décrite pour les matériaux à fort risque de libération de fibres d'amiante.

### ANNEXE III

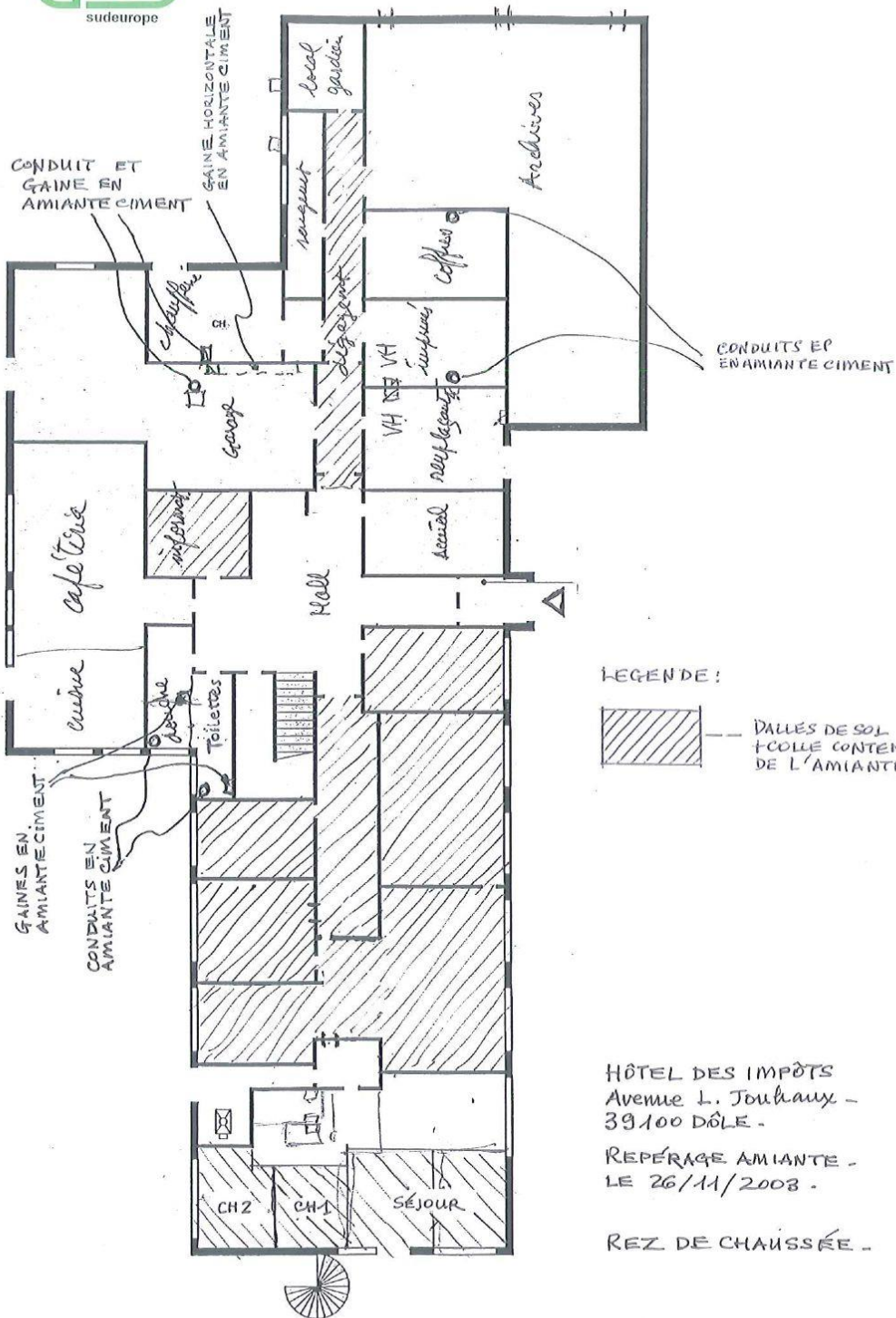
La fiche récapitulative du dossier technique “amiante” mentionne les informations suivantes :

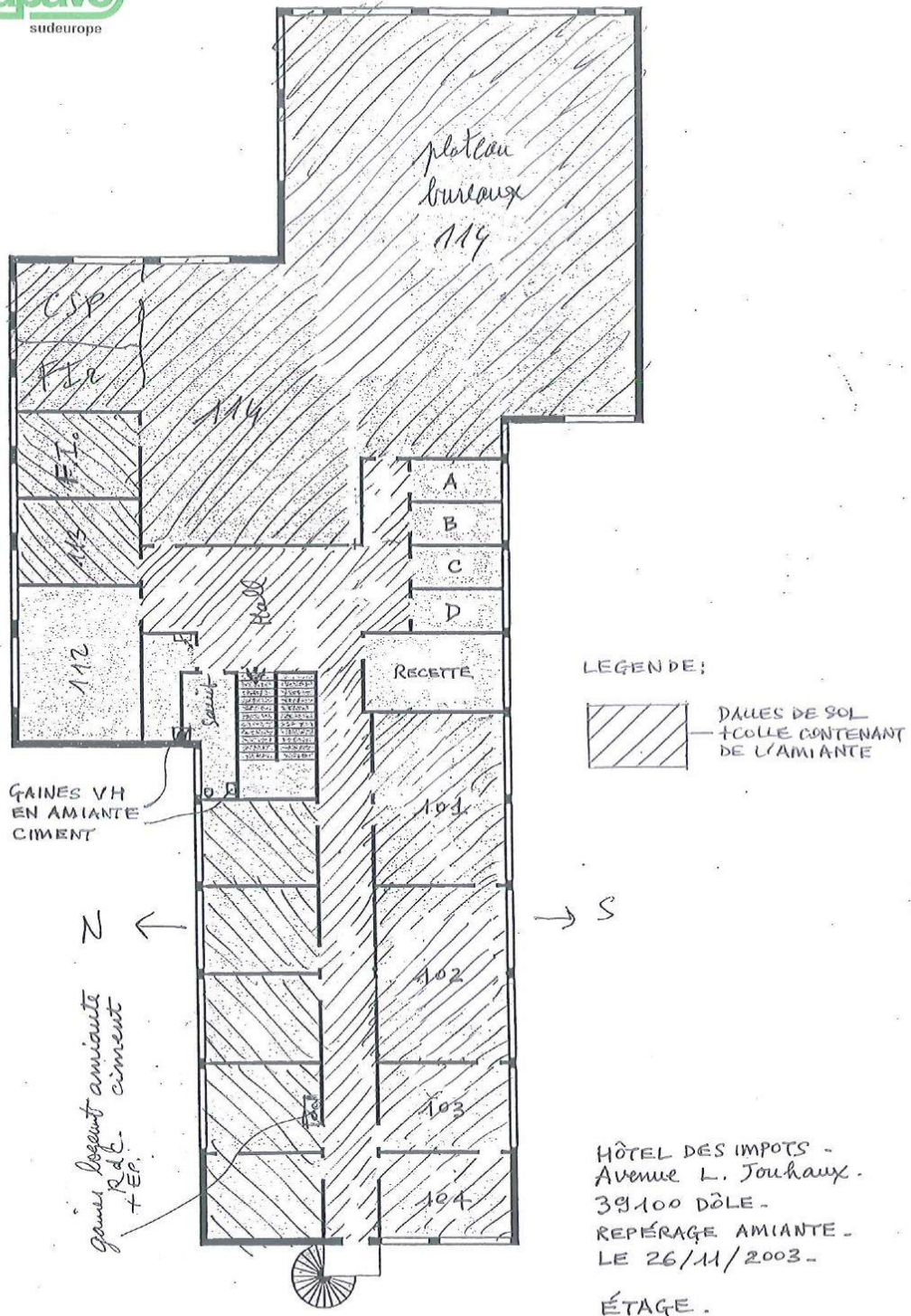
- sa date de rédaction ainsi que, le cas échéant, celles de ses mises à jour ;
- l'identification de l'immeuble pour lequel le dossier technique “amiante” est constitué ;
- les coordonnées de la personne qui détient le dossier technique “amiante” ;
- les modalités de consultation du dossier technique “amiante” ;
- la liste des locaux ayant donné lieu au repérage des matériaux et produits figurant en annexe du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- la liste des locaux ayant donné lieu au repérage et à l'évaluation de l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds, conformément aux articles 2 et 3 du décret n° 96-97 du 7 février 1996 modifié ;
- la liste des matériaux et produits contenant de l'amiante et leur localisation précise ;
- l'état de conservation des flocages, calorifugeages et faux plafonds, évalué conformément aux prescriptions de l'article 3 du décret susvisé ;
- le cas échéant, l'état de conservation des produits et matériaux contenant de l'amiante, autres que ceux mentionnés au précédent alinéa (évalués par l'opérateur de repérage) ;
- les mesures préconisées par l'opérateur de repérage lorsque des matériaux ou produits dégradés ont été repérés ;
- les consignes générales de sécurité ;
- les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante.

## Annexe 2

### Plans et croquis de localisation des matériaux contenant de l'amiante









**ANNEXE 5 -  
GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES  
MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE –  
CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS**

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

### Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

#### 1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
<p>1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou</p> <p>2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou</p> <p>3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.</p>	<p>1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou</p> <p>2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).</p>	<p>1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou</p> <p>2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.</p>

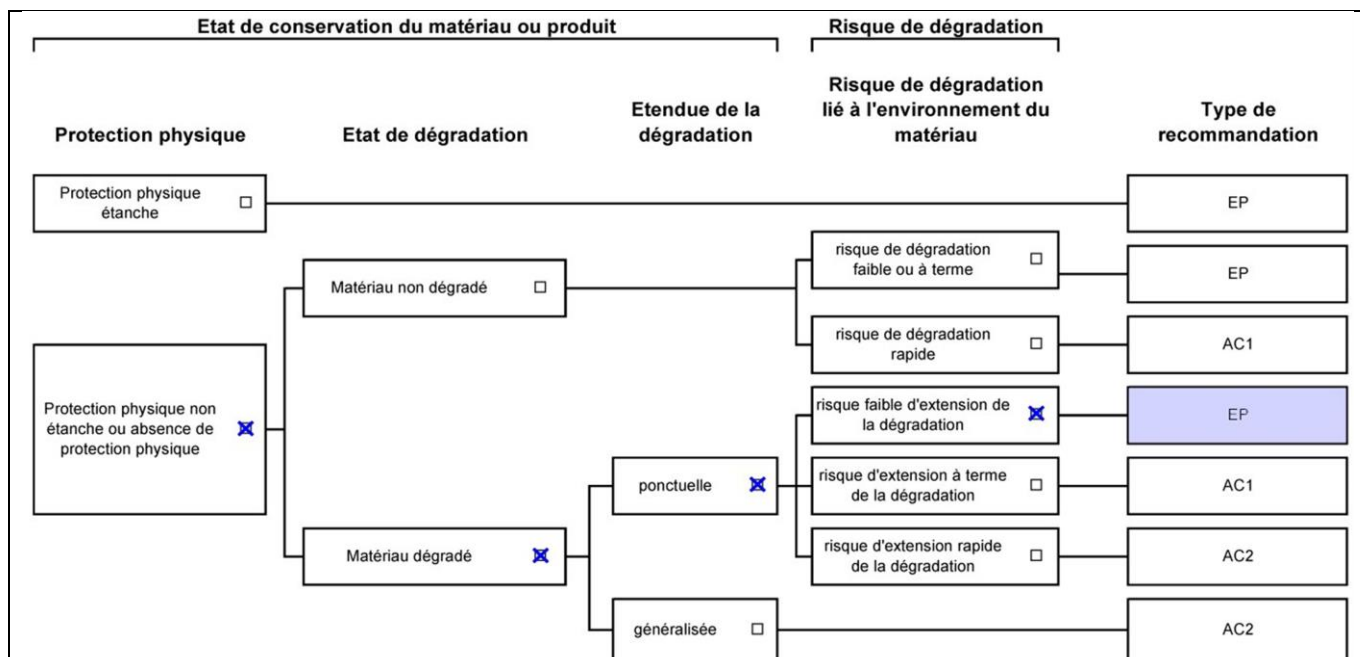
#### 2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).</p>	<p>L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.</p>

## Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input checked="" type="checkbox"/>	ponctuelle <input checked="" type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
			risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
	généralisée <input type="checkbox"/>		AC2	

**Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE**  
**Date de l'évaluation : 15/11/2021**  
**Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie; 1er étage - WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1**  
**Identifiant Matériau : ZPSO-003-Conduit Fibro ciment amiante**  
**Matériau : Conduit en fibres-ciment**  
**Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.**



Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE

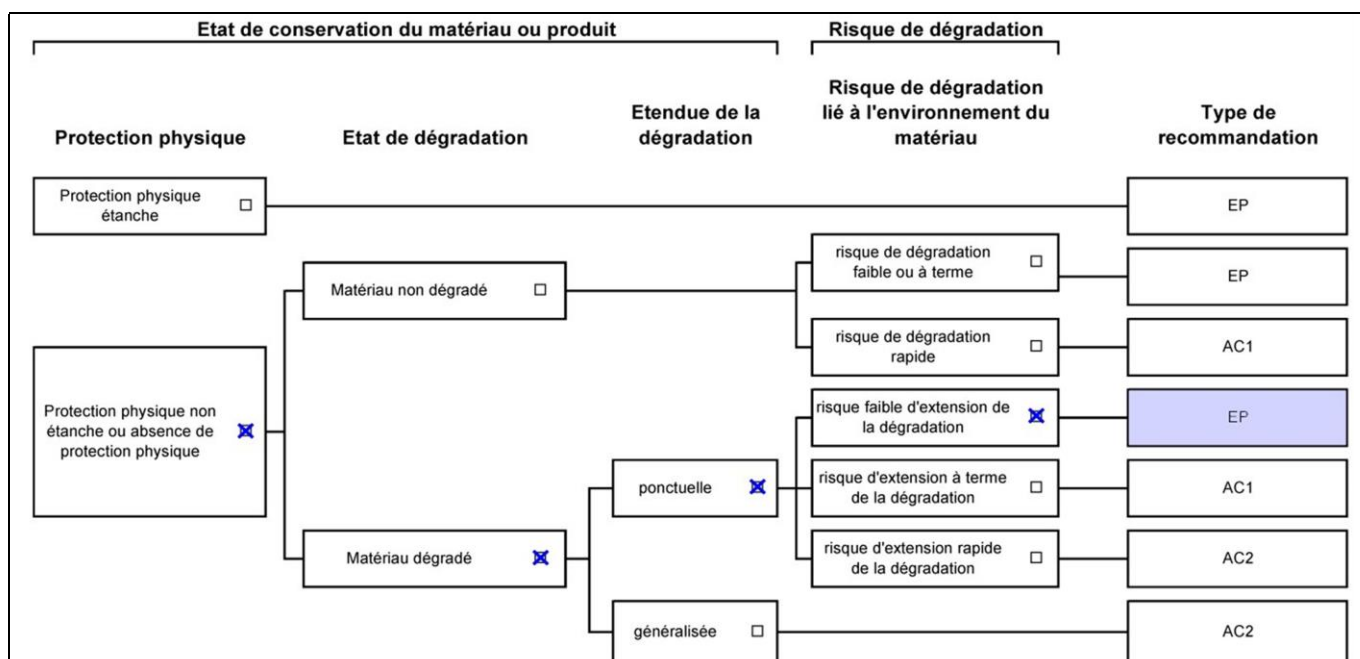
Date de l'évaluation : 15/11/2021

Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er étage - Bureau SIP 2

Identifiant Matériau : ZPSO-004-Plaques lisse

Matériau : Plaques lisse d'allège

Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE

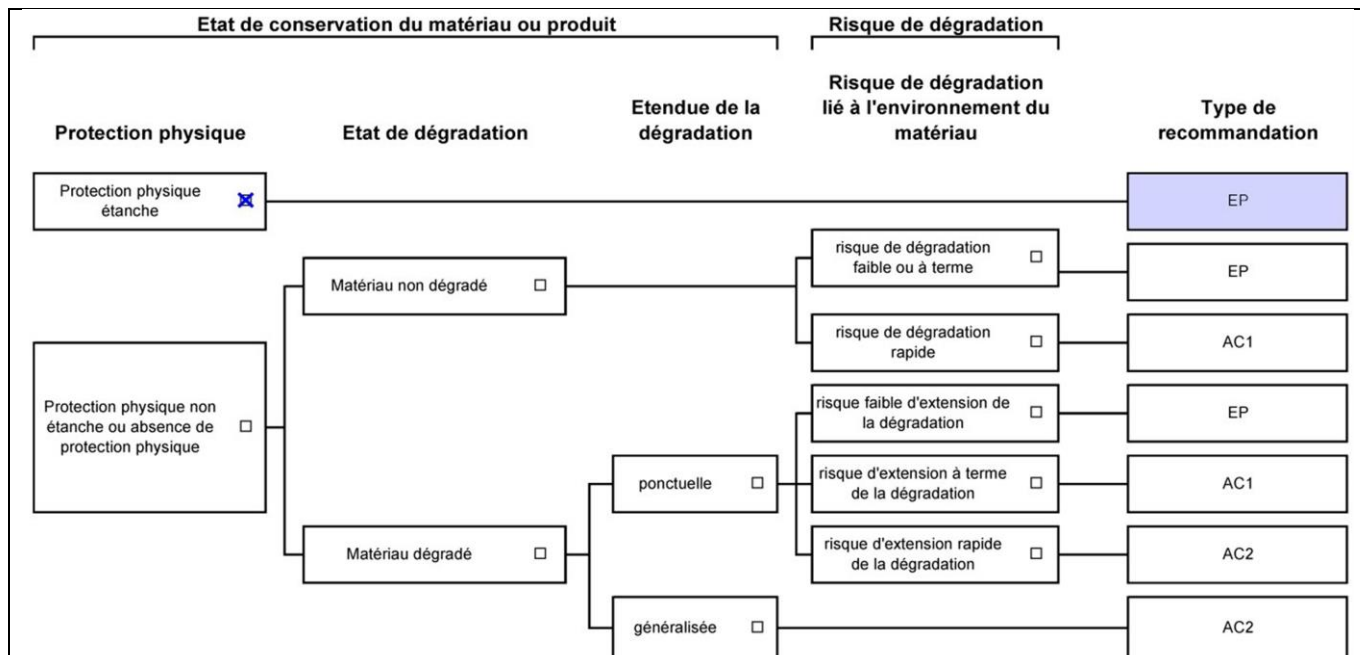
Date de l'évaluation : 15/11/2021

Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Salle informatique; Dégagement (vers local coffre); 1er étage - Attente; 1er étage - Adjoint; Dégagement

Identifiant Matériau : ZPSO-005-Dalles sol apparente

Matériau : Dalle de sol + colle

Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



**Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE**

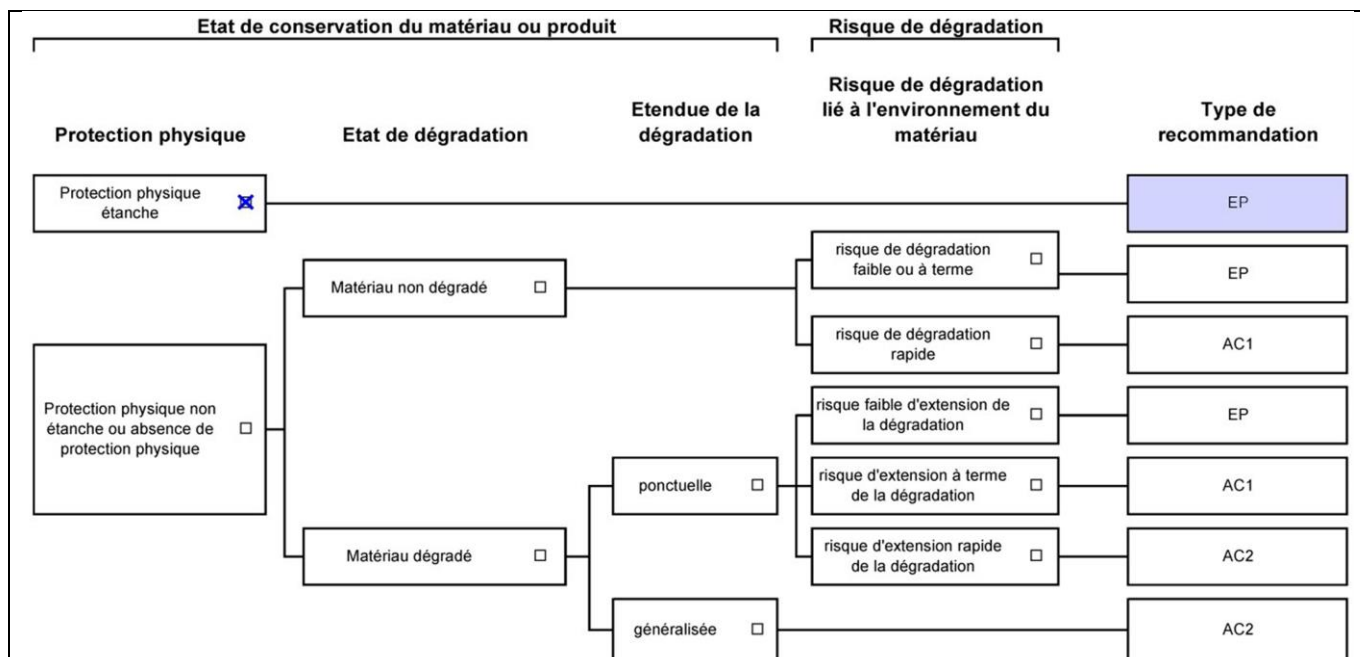
**Date de l'évaluation : 15/11/2021**

**Bâtiment / local ou zone homogène : 1er étage - BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1er étage - Dole EHSM Equipe 2; 1er étage - Dole EHSM Equipe 3; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1; COMPTABLE DOLE EHSM**

**Identifiant Matériau : ZPSO-006-Dalles sol encapsulées**

**Matériau : Dalle de sol + colle non visible**

**Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.**



**Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE**

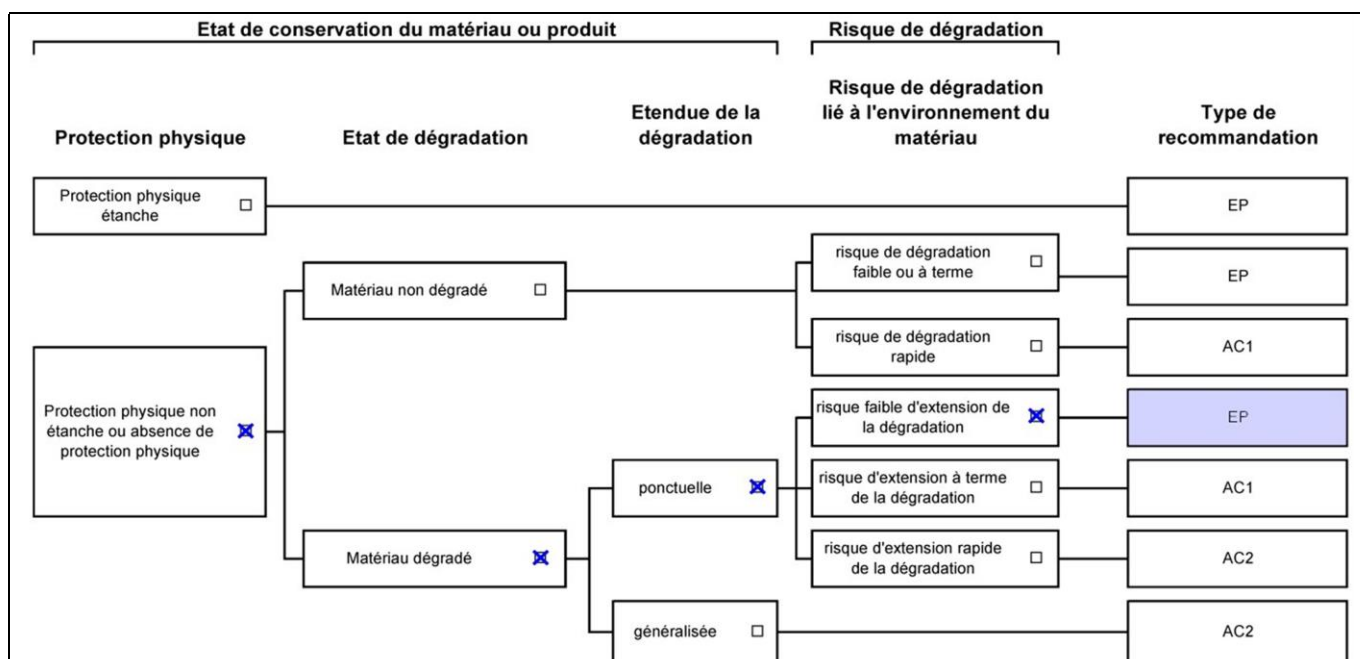
**Date de l'évaluation : 15/11/2021**

**Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Dégât 1; Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun**

**Identifiant Matériau : ZPSO-006-Dalles sol encapsulées**

**Matériau : Dalle de sol + colle non visible**

**Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.**



**Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE**

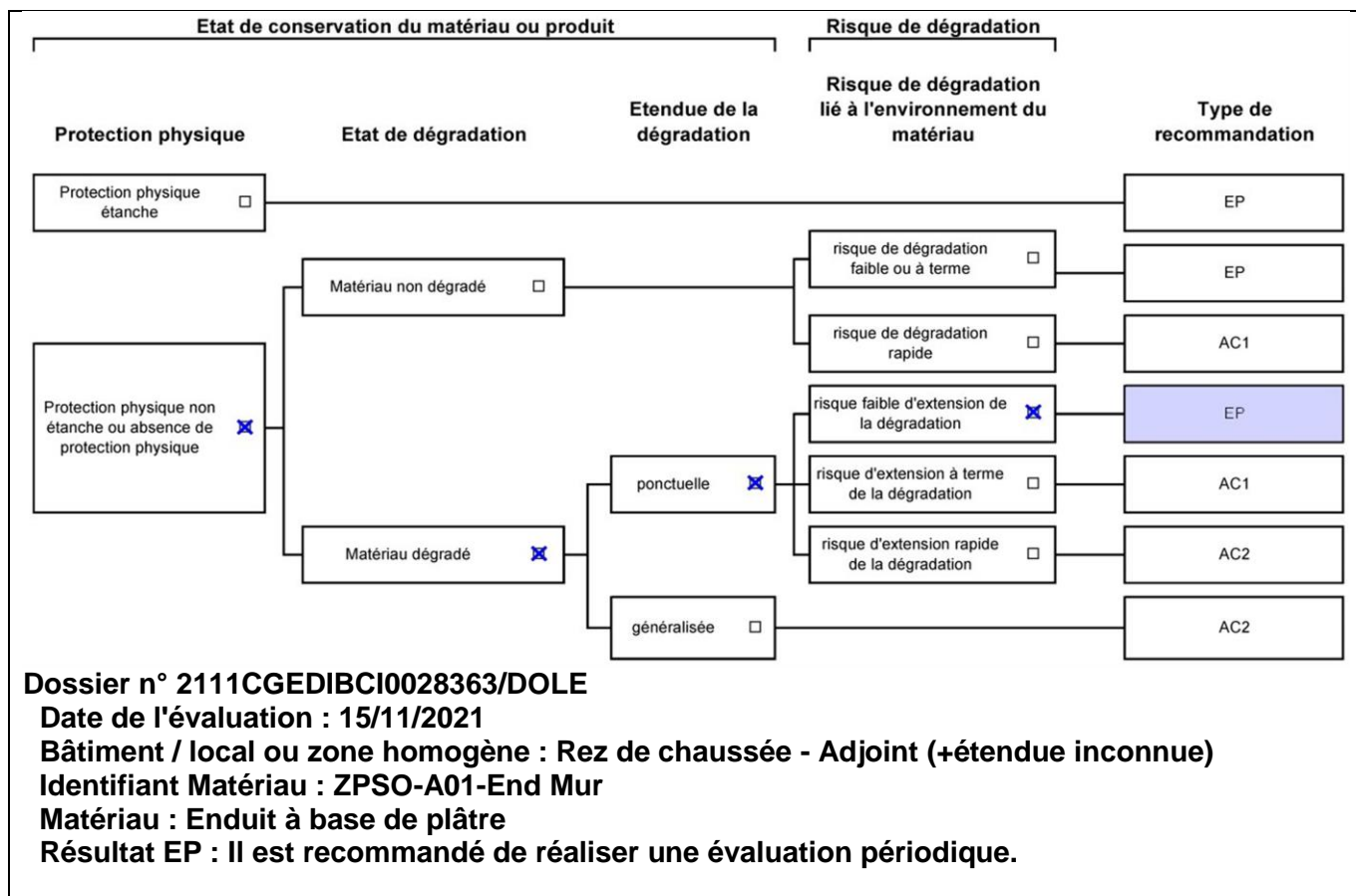
**Date de l'évaluation : 15/11/2021**

**Bâtiment / local ou zone homogène : Rez de chaussée - Archives**

**Identifiant Matériau : ZPSO-A01-End Mur**

**Matériau : Enduit à base de plâtre**

**Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.**



## Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que le risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...



# Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27 :** En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28 :** Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29 :** Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

## Article R.1334-29-3 :

**I)** A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

**II)** Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

**III)** Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

# Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Réalisation d'une « évaluation périodique », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
2. Réalisation d'une « action corrective de premier niveau », lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
3. Réalisation d'une « action corrective de second niveau », qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - a) Prendre, tant que les mesures mentionnées au c (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - c) Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.

## ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES

Certifie par la présente que :

**LIONEL TISSOT-BEZ**

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	29/10/2018	28/10/2023
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb	19/10/2018	18/10/2023
DPE - tous types de bâtiments	Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	19/12/2018	18/12/2023
ELECTRICITE	Etat des installations intérieures d'électricité	28/10/2018	27/10/2023
GAZ	Etat des installations intérieures de gaz	28/10/2018	27/10/2023

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérant de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant du ferromagnétique, et l'examen visuel après travaux dans les immeubles soumis à la réglementation des organes de la certification.
- Arrêté du 7 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des personnes physiques opérant de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant du ferromagnétique, et l'examen visuel après travaux dans les immeubles soumis à la réglementation des organes de la certification.
- Arrêté du 15 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des personnes physiques opérant de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant du ferromagnétique, et l'examen visuel après travaux dans les immeubles soumis à la réglementation des organes de la certification.
- Arrêté du 13 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des personnes physiques opérant de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant du ferromagnétique, et l'examen visuel après travaux dans les immeubles soumis à la réglementation des organes de la certification.
- Arrêté du 2 décembre 2011 modifiant l'arrêté du 8 juillet 2006 définissant les critères de certification des personnes physiques opérant de repérage, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant du ferromagnétique, et l'examen visuel après travaux dans les immeubles soumis à la réglementation des organes de la certification.

## ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre intermédiaire  
**MARSH SAS**  
Département Construction  
Tour Ariane  
5, Place des Pyramides  
La Défense 9  
92088 Paris La Défense Cedex

☎ 01 41 34 50 00

📠 01 41 34 55 00

N°ORIAS 07 001 037  
Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

#### Votre contrat

Construction : Responsabilité  
civile professionnelle et  
exploitation

#### Vos références

Contrat : **37503519275087**  
Client : **0010834120**



Assurance et Banque

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
21 Route d'Albert  
62450 AVESNES LES BAPAUME

## ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
21 Route d'Albert  
62450 AVESNES LES BAPAUME  
N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Ce contrat garantit l'ensemble de ses responsabilités civiles professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Les montants de garanties suivants sont apportés pour les activités en France Métropolitaine et D.O.M. :

- 1.500.000 € par sinistre tous dommages confondus : Corporels, Matériels et Immatériels consécutifs et non consécutifs.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

Nanterre le 20/12/2021  
POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE  
Directeur Général Délégué d'AXA France

AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 333 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 € 431 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.

### III. TRAVAUX DE CONFINEMENT OU DE RETRAIT D'AMIANTE ET MESURES CONSERVATOIRES MISES EN ŒUVRE

#### 1. ENREGISTREMENT DES TRAVAUX

##### Matériaux et produits contenant de l'amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement

## 2. DOCUMENTS JUSTIFICATIFS DES TRAVAUX

Les documents à intégrer sont :

- > procès-verbaux de réception de travaux ;
- > les bordereaux de suivi de déchets ;
- > les rapports de mesures d'empoussièrement libératoires et de restitution réglementaires et autres ;
- > les rapports d'examens visuels des surfaces traitées après travaux réglementaires et autres.

INSERER  
LES DOCUMENTS  
CORRESPONDANT A CHAQUE  
OPERATION DE TRAVAUX



## **IV. CONSIGNES GENERALES DE SECURITE ET PROCEDURES D'INTERVENTION**

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante. Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique. La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions. Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées. Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

### **1. Informations générales**

#### **a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérigènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrement important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérigènes, comme la fumée du tabac.

#### **b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérigène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997. En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises. Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés. De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## 2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations. Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du 1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil. Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

### 3. Recommandations générales de sécurité

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante. L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente. Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation. Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr).

De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination. Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement. Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

#### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses. Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

### **b. Apport en déchèterie**

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie. A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

### **c. Filières d'élimination des déchets**

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées. Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets. Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

### **d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante**

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

### **e. Traçabilité**

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification). Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets. Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.

## **V. FICHE RECAPITULATIVE DU DTA**

# Fiche récapitulative du Dossier Technique Amiante

Edité le 31/01/2022

Historique des dates de mise à jour

Révision	Date	Objet
Version initiale	15/11/2021	Établissement du Dossier Technique

**Informations :** cette fiche présente les informations minimales devant être contenues dans la fiche récapitulative mentionnée dans l'arrêté du 12 et 21 décembre 2012, du 26 juin 2013 ainsi qu'à l'article R.1334-29-5 du code de la santé publique, à charge pour le propriétaire de compléter par toutes informations utiles et spécifiques aux bâtiments concernés.

Toutes les rubriques mentionnées ci-après sont à renseigner. Une fiche récapitulative est renseignée par DTA et par immeuble bâti.

La fiche récapitulative mentionne les travaux qui ont été réalisés pour retirer ou confiner des matériaux ou produits contenant de l'amiante. Elle est mise à jour systématiquement à l'occasion de travaux ayant conduits à la découverte ou à la suppression de matériaux ou produits contenant de l'amiante.

## I. IDENTIFICATION DE L'IMMEUBLE, DU DETENTEUR ET DES MODALITES DE CONSULTATION DU DTA

### DESIGNATION DU OU DES BATIMENTS

Localisation du ou des bâtiments :

Département : ..... **Jura**

Adresse : ..... **138, Avenue Léon Jouhaux**

Commune : ..... **39100 DOLE**

Désignation et situation du ou des lots de copropriété :

**Lot numéro Non communiqué,**

Périmètre de repérage : ..... **Batiment**

Date de construction : ..... **Date du permis de construire non connue**

Fonction principale du bâtiment : **Bureaux**

### DESIGNATION DE LA PERSONNE DETENANT LE DOSSIER TECHNIQUE « AMIANTE »

Désignation du propriétaire :

Nom et prénom : ..... **DDFIP - JURA**

Adresse : ..... **8 Avenue Thurel**

**BP 70640**

**39000 LONS LE SAUNIER**

Détenteur du dossier technique amiante :

Nom et prénom : ..... **DDFIP - JURA**

Adresse : ..... **8 Avenue Thurel**

**BP 70640**

**39000 LONS LE SAUNIER**

Modalités de consultation :

.....  
.....

## II. RAPPORTS DE REPERAGE

Numéro de référence du rapport de repérage	Date du rapport	Nom de la société et de l'opérateur de repérage	Objet du repérage
2111CGEDIBCI0028363/DOLE	31/01/2022	SOCOTEC Diagnostic Dijon Lionel TISSOT BEZ	Repérage des matériaux de la liste A et B au titre de l'article R1334-20 et 21 du code de la santé publique

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport DTA APAVE N°N10 U3 / 03.1860 du 26/11/2003
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux VERITAS N°487/2223398-1-1 du 14/09/2010
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux SOCOTEC N°32190/18/1877 du 05/11/2018
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Fiche récapitulative du 10/02/2009 (MAJ 07/14-05/19-08/21-09/21
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°1
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°2
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°3
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Plan de retrait SNDRA N°2020/174 Additif N°4
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°1 et 2
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°3
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport de fin de travaux SNDRA N°2020/174 Additif N°4
Les rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Flocage/Calorifugeage APAVE N°9715245/AH du 30/06/1997
Les rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Faux Plafond APAVE N°9859434/AH du 30/09/1998
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport Avt Travaux APAVE N°N10-03 du 14/04/2003

Observations :

Néant

## III. LISTE DES LOCAUX AYANT DONNES LIEU AU REPERAGE

Liste des différents repérages	Numéro de rapport de repérage	Liste des locaux visités	Liste des pièces non visitées
Repérage des matériaux de la liste A au titre de l'article R1334-20 du code de la santé publique	2111CGEDIBCI0028363/DOLE	Rez de chaussée - SAS, Rez de chaussée - Accueil Public, Rez de chaussée - WC, Rez de chaussée - Local entretien, Rez de chaussée - WC PMR, Rez de chaussée - Espace Réunion Restauration, Rez de chaussée - Bureau commun, Rez de chaussée - Salle informatique, Rez de chaussée - Libre service internet, Rez de chaussée - Local Garage, Rez de chaussée - Dégagement, Rez de chaussée - Box 1, Rez de chaussée - Box 2, Rez de chaussée - Box 3, Rez de chaussée - Local coffre, Rez de chaussée - Local chaufferie, Rez de chaussée - Dégt 1, Rez de chaussée - Adjoint SIP, Rez de chaussée - Caisse, Rez de chaussée - Compta, Rez de chaussée - Gestion publique, Rez de chaussée - Chef de poste, Rez de chaussée - Adjoint, Rez de chaussée - WC PMR Mixte, Rez de chaussée - Bureau accueil maire, Rez de chaussée - Degt 3, 1er étage - Attente, 1er étage - WC, 1er étage - WC PMR, 1er	Néant

		étage - BUREAU 1 SIE, 1er étage - BUREAU 1 a 2, 1er étage - Bureau collectif, 1er étage - Archives, 1er étage - Bureau SIP, 1er étage - Bureau SIP 2, 1er étage - Bureau SIP 3, 1er étage - Bureau, 1er étage - Adjoint SIP, 1er étage - Local Syndical, 1er étage - SIP, 1er étage - Dole EHSM Equipe 1, 1er étage - Dole EHSM Equipe 2, 1er étage - Dole EHSM Equipe 3, 1er étage - Dole EHSM Equipe 4, 1er étage - Adjoint, 1er étage - Adjoint 1, 1er étage - COMPTABLE DOLE EHSM, 1er étage - Dégagement	
Repérage des matériaux de la liste B au titre de l'article R1334-21 du code de la santé publique	2111CGEDIBCI0028363/DOLE	Rez de chaussée - SAS, Rez de chaussée - Accueil Public, Rez de chaussée - WC, Rez de chaussée - Local entretien, Rez de chaussée - WC PMR, Rez de chaussée - Espace Réunion Restauration, Rez de chaussée - Bureau commun, Rez de chaussée - Salle informatique, Rez de chaussée - Libre service internet, Rez de chaussée - Local Garage, Rez de chaussée - Dégagement, Rez de chaussée - Box 1, Rez de chaussée - Box 2, Rez de chaussée - Box 3, Rez de chaussée - Local coffre, Rez de chaussée - Local chaufferie, Rez de chaussée - Dégt 1, Rez de chaussée - Adjoint SIP, Rez de chaussée - Caisse, Rez de chaussée - Compta, Rez de chaussée - Gestion publique, Rez de chaussée - Chef de poste, Rez de chaussée - Adjoint, Rez de chaussée - WC PMR Mixte, Rez de chaussée - Bureau accueil maire, Rez de chaussée - Degt 3, 1er étage - Attente, 1er étage - WC, 1er étage - WC PMR, 1er étage - BUREAU 1 SIE, 1er étage - BUREAU 1 a 2, 1er étage - Bureau collectif, 1er étage - Archives, 1er étage - Bureau SIP, 1er étage - Bureau SIP 2, 1er étage - Bureau SIP 3, 1er étage - Bureau, 1er étage - Adjoint SIP, 1er étage - Local Syndical, 1er étage - SIP, 1er étage - Dole EHSM Equipe 1, 1er étage - Dole EHSM Equipe 2, 1er étage - Dole EHSM Equipe 3, 1er étage - Dole EHSM Equipe 4, 1er étage - Adjoint, 1er étage - Adjoint 1, 1er étage - COMPTABLE DOLE EHSM, 1er étage - Dégagement	Néant
Autres repérages (préciser) :	-	-	-

## IV. IDENTIFICATION DES MATERIAUX OU PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

### 1. Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation et mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)	Informations complémentaires
Néant					

## 2. Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Type de repérage	Matériau ou produit	Localisation précise	Etat de conservation et mesures obligatoires associées (évaluation périodique, mesures d'empoussièrement ou travaux de retrait ou confinement)	Informations complémentaires
31/01/2022	Dossier technique amiante	Conduit en fibres-ciment	Rez de chaussée - WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie; 1er étage - WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Plaques lisse d'allège	Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er étage - Bureau SIP 2	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Dalle de sol + colle	Rez de chaussée - Salle informatique; Dégagement (vers local coffre); 1er étage - Attente; 1er étage - Adjoint; Dégagement	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Dalle de sol + colle non visible	1er étage - BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1er étage - Dole EHSM Equipe 2; 1er étage - Dole EHSM Equipe 3; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1; COMPTABLE DOLE EHSM	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Dalle de sol + colle non visible	Rez de chaussée - Dégt 1; Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Enduit à base de plâtre	Rez de chaussée - Archives	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dossier technique amiante	Enduit à base de plâtre	Rez de chaussée - Adjoint (+étendue inconnue)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	



## V. LES EVALUATIONS PERIODIQUES

### 1. Evaluation des matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement
Néant				

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport

### 2. Evaluation des matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 contenant de l'amiante

Date de rapport	Matériaux	Localisation	Etat de conservation et préconisations*	Mesures d'empoussièrement
31/01/2022	Conduit en fibres-ciment	Rez de chaussée - WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie; 1er étage - WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Plaques lisse d'allège	Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er étage - Bureau SIP 2	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dalle de sol + colle	Rez de chaussée - Salle informatique; Dégagement (vers local coffre); 1er étage - Attente; 1er étage - Adjoint; Dégagement	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dalle de sol + colle non visible	1er étage - BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1er étage - Dole EHSM Equipe 2; 1er étage - Dole EHSM Equipe 3; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1; COMPTABLE DOLE EHSM	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Dalle de sol + colle non visible	Rez de chaussée - Dégt 1; Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Enduit à base de plâtre	Rez de chaussée - Archives	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	
	Enduit à base de plâtre	Rez de chaussée - Adjoint (+étendue inconnue)	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation	

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fournis en annexe de ce présent rapport



VI. TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT – MESURES CONSERVATOIRES

1. Matériaux et produits de la liste A de l’annexe 13-9 contenant de l’amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

2. Matériaux et produits de la liste B de l’annexe 13-9 contenant de l’amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

3. Matériaux et produits hors liste A et B de l’annexe 13-9 contenant de l’amiante

Matériaux	Localisation	Nature des travaux	Date des travaux	Entreprises intervenantes	Résultats de l'examen visuel et mesures d'empoussièrement
Néant					

## ANNEXE 1 - FICHES D'IDENTIFICATION

Composant	Localisation	Conclusion (justification)	Photo
Conduit en fibres-ciment	Rez de chaussée - WC; WC PMR; Local Garage; Dégagement; Box 3; Local coffre; Local chaufferie; 1er étage - WC; WC PMR; Bureau SIP 2; Dole EHSM Equipe 1; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint 1	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	
Plaques lisse d'allège	Rez de chaussée - Mitoyen Bureau accueil maire; 1er étage - Bureau SIP 2	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	
Dalle de sol + colle	Rez de chaussée - Salle informatique; Dégagement (vers local coffre); 1er étage - Attente; 1er étage - Adjoint; Dégagement	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	
Dalle de sol + colle non visible	1er étage - BUREAU 1 SIE; BUREAU 1 a 2; Bureau collectif; Archives; Bureau SIP; Adjoint SIP; Local Syndical; SIP; Dole EHSM Equipe 1; 1er étage - Dole EHSM Equipe 2; 1er étage - Dole EHSM Equipe 3; Dole EHSM Equipe 4; Adjoint; Adjoint 1; COMPTABLE DOLE EHSM	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	
	Rez de chaussée - Dégt 1; Adjoint SIP; Caisse; Compta; Gestion publique; Chef de poste; Adjoint; Bureau accueil maire; Service commun	Présence d'amiante (Suivant documentation consultée)	
Enduit à base de plâtre	Rez de chaussée - Archives	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	
	Rez de chaussée - Adjoint (+étendue inconnue)	Présence d'amiante (Après analyse en laboratoire)	

## ANNEXE 2 - PLANS / CROQUIS

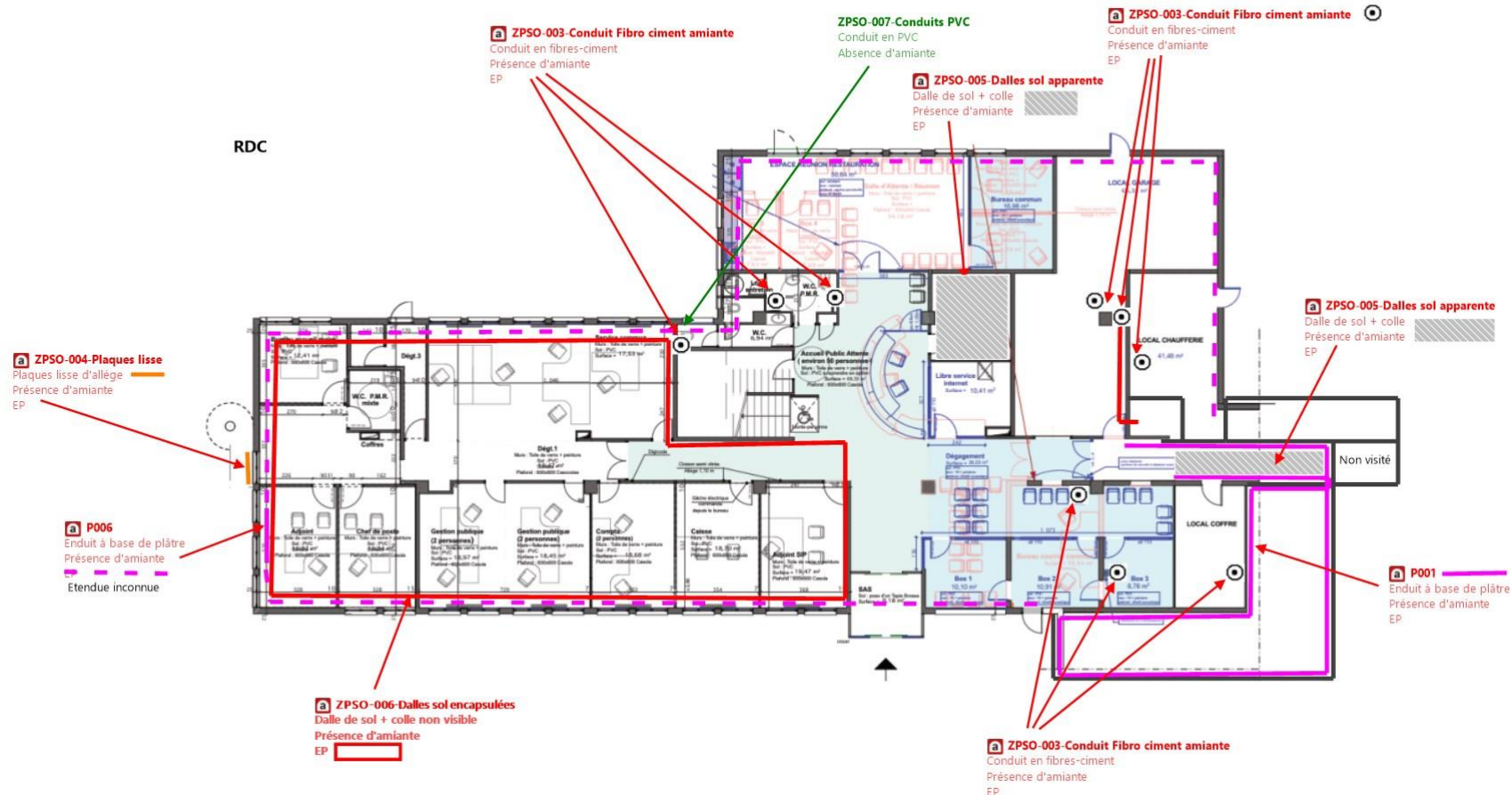


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SOCOTEC DIAGNOSTIC, auteur : Lionel TISSOT BEZ  
Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE du 15/11/2021  
Adresse du bien : 138, Avenue Léon Jouhaux (Non communiqué) 39100 DOLE

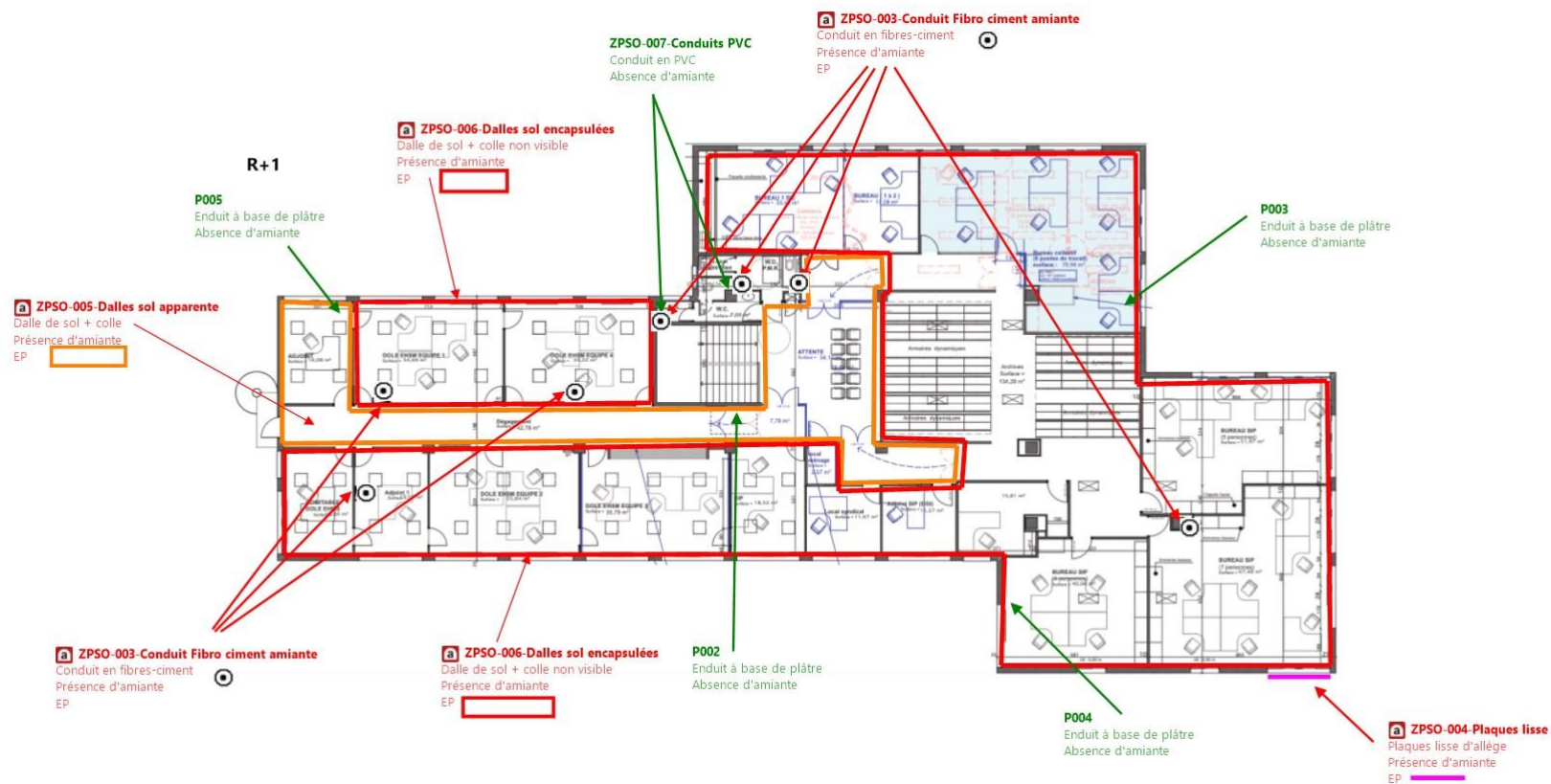


Planche (croquis) de repérage technique effectué par le cabinet : SOCOTEC DIAGNOSTIC, auteur : Lionel TISSOT BEZ  
 Dossier n° 2111CGEDIBCI0028363/DOLE du 15/11/2021  
 Adresse du bien : 138, Avenue Léon Jouhaux (Non communiqué) 39100 DOLE

## **ANNEXE 3 - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE DU DOSSIER TECHNIQUE AMIANTE**



L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à la présence d'amiante dans un bâtiment. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans le bâtiment et des personnes appelées à intervenir sur les matériaux ou produits contenant de l'amiante.

Ces mesures sont inscrites dans le dossier technique amiante et dans sa fiche récapitulative que le propriétaire constitue et tient à jour en application des dispositions de l'article R. 1334-29-5 du code de la santé publique.

La mise à jour régulière et la communication du dossier technique amiante ont vocation à assurer l'information des occupants et des différents intervenants dans le bâtiment sur la présence des matériaux et produits contenant de l'amiante, afin de permettre la mise en œuvre des mesures visant à prévenir les expositions.

Les recommandations générales de sécurité définies ci-après rappellent les règles de base destinées à prévenir les expositions. Le propriétaire (ou, à défaut, l'exploitant) de l'immeuble concerné adapte ces recommandations aux particularités de chaque bâtiment et de ses conditions d'occupation ainsi qu'aux situations particulières rencontrées.

Ces recommandations générales de sécurité ne se substituent en aucun cas aux obligations réglementaires existantes en matière de prévention des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, inscrites dans le code du travail.

## **1. Informations générales**

### **a) Dangerosité de l'amiante**

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. Elles sont à l'origine de cancers qui peuvent atteindre soit la plèvre qui entoure les poumons (mésothéliomes), soit les bronches et/ou les poumons (cancers broncho-pulmonaires). Ces lésions surviennent longtemps (souvent entre 20 à 40 ans) après le début de l'exposition à l'amiante. Le Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) a également établi récemment un lien entre exposition à l'amiante et cancers du larynx et des ovaires. D'autres pathologies, non cancéreuses, peuvent également survenir en lien avec une exposition à l'amiante. Il s'agit exceptionnellement d'épanchements pleuraux (liquide dans la plèvre) qui peuvent être récidivants ou de plaques pleurales (qui épaississent la plèvre). Dans le cas d'empoussièrément important, habituellement d'origine professionnelle, l'amiante peut provoquer une sclérose (asbestose) qui réduira la capacité respiratoire et peut dans les cas les plus graves produire une insuffisance respiratoire parfois mortelle. Le risque de cancer du poumon peut être majoré par l'exposition à d'autres agents cancérogènes, comme la fumée du tabac.

### **b) Présence d'amiante dans des matériaux et produits en bon état de conservation**

L'amiante a été intégré dans la composition de nombreux matériaux utilisés notamment pour la construction. En raison de son caractère cancérogène, ses usages ont été restreints progressivement à partir de 1977, pour aboutir à une interdiction totale en 1997.

En fonction de leur caractéristique, les matériaux et produits contenant de l'amiante peuvent libérer des fibres d'amiante en cas d'usure ou lors d'interventions mettant en cause l'intégrité du matériau ou produit (par exemple perçage, ponçage, découpe, friction...). Ces situations peuvent alors conduire à des expositions importantes si des mesures de protection renforcées ne sont pas prises.

Pour rappel, les matériaux et produits répertoriés aux listes A et B de l'annexe 13-9 du code de la santé publique font l'objet d'une évaluation de l'état de conservation dont les modalités sont définies par arrêté. Il convient de suivre les recommandations émises par les opérateurs de repérage dits « diagnostiqueurs » pour la gestion des matériaux ou produits repérés.

De façon générale, il est important de veiller au maintien en bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation de ceux-ci.

## **2. Intervention de professionnels soumis aux dispositions du code du travail**

Il est recommandé aux particuliers d'éviter dans la mesure du possible toute intervention directe sur des matériaux et produits contenant de l'amiante et de faire appel à des professionnels compétents dans de telles situations.

Les entreprises réalisant des opérations sur matériaux et produits contenant de l'amiante sont soumises aux dispositions des articles R. 4412-94 à R. 4412-148 du code du travail. Les entreprises qui réalisent des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits contenant de l'amiante doivent en particulier être certifiées dans les conditions prévues à l'article R. 4412-129. Cette certification est obligatoire à partir du

1er juillet 2013 pour les entreprises effectuant des travaux de retrait sur l'enveloppe extérieure des immeubles bâtis et à partir du 1er juillet 2014 pour les entreprises de génie civil.

Des documents d'information et des conseils pratiques de prévention adaptés sont disponibles sur le site Travailler-mieux (<http://www.travailler-mieux.gouv.fr>) et sur le site de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (<http://www.inrs.fr>).

## **3. Recommandations générales de sécurité**

Il convient d'éviter au maximum l'émission de poussières notamment lors d'interventions ponctuelles non répétées, par exemple :

- perçage d'un mur pour accrocher un tableau ;
- remplacement de joints sur des matériaux contenant de l'amiante ;
- travaux réalisés à proximité d'un matériau contenant de l'amiante en bon état, par exemple des interventions légères dans des boîtiers électriques, sur des gaines ou des circuits situés sous un flocage sans action directe sur celui-ci, de remplacement d'une vanne sur une canalisation calorifugée à l'amiante.

L'émission de poussières peut être limitée par humidification locale des matériaux contenant de l'amiante en prenant les mesures nécessaires pour éviter tout risque électrique et/ou en utilisant de préférence des outils manuels ou des outils à vitesse lente.

Le port d'équipements adaptés de protection respiratoire est recommandé. Le port d'une combinaison jetable permet d'éviter la propagation de fibres d'amiante en dehors de la zone de travail. Les combinaisons doivent être jetées après chaque utilisation.

Des informations sur le choix des équipements de protection sont disponibles sur le site internet amiante de l'INRS à l'adresse suivante : [www.amiante.inrs.fr](http://www.amiante.inrs.fr). De plus, il convient de disposer d'un sac à déchets à proximité immédiate de la zone de travail et d'une éponge ou d'un chiffon humide de nettoyage.

#### 4. Gestion des déchets contenant de l'amiante

Les déchets de toute nature contenant de l'amiante sont des déchets dangereux. A ce titre, un certain nombre de dispositions réglementaires, dont les principales sont rappelées ci-après, encadrent leur élimination.

Lors de travaux conduisant à un désamiantage de tout ou partie de l'immeuble, la personne pour laquelle les travaux sont réalisés, c'est-à-dire les maîtres d'ouvrage, en règle générale les propriétaires, ont la responsabilité de la bonne gestion des déchets produits, conformément aux dispositions de l'article L. 541-2 du code de l'environnement. Ce sont les producteurs des déchets au sens du code de l'environnement.

Les déchets liés au fonctionnement d'un chantier (équipements de protection, matériel, filtres, bâches, etc.) sont de la responsabilité de l'entreprise qui réalise les travaux.

##### a. Conditionnement des déchets

Les déchets de toute nature susceptibles de libérer des fibres d'amiante sont conditionnés et traités de manière à ne pas provoquer d'émission de poussières. Ils sont ramassés au fur et à mesure de leur production et conditionnés dans des emballages appropriés et fermés, avec apposition de l'étiquetage prévu par le décret no 88-466 du 28 avril 1988 relatif aux produits contenant de l'amiante et par le code de l'environnement notamment ses articles R. 551-1 à R. 551-13 relatifs aux dispositions générales relatives à tous les ouvrages d'infrastructures en matière de stationnement, chargement ou déchargement de matières dangereuses.

Les professionnels soumis aux dispositions du code du travail doivent procéder à l'évacuation des déchets, hors du chantier, aussitôt que possible, dès que le volume le justifie après décontamination de leurs emballages.

##### b. Apport en déchèterie

Environ 10 % des déchèteries acceptent les déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité provenant de ménages, voire d'artisans. Tout autre déchet contenant de l'amiante est interdit en déchèterie.

A partir du 1er janvier 2013, les exploitants de déchèterie ont l'obligation de fournir aux usagers les emballages et l'étiquetage appropriés aux déchets d'amiante.

##### c. Filières d'élimination des déchets

Les matériaux contenant de l'amiante ainsi que les équipements de protection (combinaison, masque, gants...) et les déchets issus du nettoyage (chiffon...) sont des déchets dangereux. En fonction de leur nature, plusieurs filières d'élimination peuvent être envisagées.

Les déchets contenant de l'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité peuvent être éliminés dans des installations de stockage de déchets non dangereux si ces installations disposent d'un casier de stockage dédié à ce type de déchets.

Tout autre déchet amianté doit être éliminé dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés. En particulier, les déchets liés au fonctionnement du chantier, lorsqu'ils sont susceptibles d'être contaminés par de l'amiante, doivent être éliminés dans une installation de stockage pour déchets dangereux ou être vitrifiés.

##### d. Information sur les déchèteries et les installations d'élimination des déchets d'amiante

Les informations relatives aux déchèteries acceptant des déchets d'amiante lié et aux installations d'élimination des déchets d'amiante peuvent être obtenues auprès :

- de la préfecture ou de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (direction régionale et interdépartementale de l'environnement et de l'énergie en Ile-de-France) ou de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;
- du conseil général (ou conseil régional en Ile-de-France) au regard de ses compétences de planification sur les déchets dangereux ;
- de la mairie ;
- ou sur la base de données « déchets » gérée par l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, directement accessible sur internet à l'adresse suivante : [www.sinoe.org](http://www.sinoe.org).

##### e. Traçabilité

Le producteur des déchets remplit un bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA, CERFA no 11861). Le formulaire CERFA est téléchargeable sur le site du ministère chargé de l'environnement. Le propriétaire recevra l'original du bordereau rempli par les autres intervenants (entreprise de travaux, transporteur, exploitant de l'installation de stockage ou du site de vitrification).

Dans tous les cas, le producteur des déchets devra avoir préalablement obtenu un certificat d'acceptation préalable lui garantissant l'effectivité d'une filière d'élimination des déchets.

Par exception, le bordereau de suivi des déchets d'amiante n'est pas imposé aux particuliers voire aux artisans qui se rendent dans une déchèterie pour y déposer des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes ayant conservé leur intégrité. Ils ne doivent pas remplir un bordereau de suivi de déchets d'amiante, ce dernier étant élaboré par la déchèterie.